

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
Charte du Travail en Italie  
SOUS LE RÉGIME FASCISTE

« Maintenant que nous avons resti-  
« tué Rome au peuple italien, notre  
« tâche est de maintenir le peuple, de  
« le dominer pour son bien, en tyrans  
« justes et innocents ».

CURZIO MALAPARTE :  
*L'Italie contre l'Europe.*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 5 Juin 1928, à 14 heures

PAR

EUGÈNE LE ROY

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES.

---

*Président* : M. WILLIAM OUALID.

*Suffragants* : { MM. AFTALION, *professeur*.  
                              ROUAST, *chargé de cours*.

---

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU  
ROUSSEAU ET C<sup>ie</sup>

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—  
1928



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

LA  
Charte du Travail en Italie  
SOUS LE RÉGIME FASCISTE

« Maintenant que nous avons restitué Rome au peuple italien, notre tâche est de maintenir le peuple, de le dominer pour son bien, en tyrans justes et innocents ».

CURZIO MALAPARTE :  
*L'Italie contre l'Europe.*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 5 Juin 1928, à 14 heures

PAR

EUGÈNE LE ROY

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES.

---

*Président* : M. WILLIAM OUALID.

*Suffragants* : { MM. AFTALION, *professeur*.  
                          ROUAST, *chargé de cours*.

---

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU  
ROUSSEAU ET C<sup>ie</sup>

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1928



A MA MÈRE

« En témoignage de profonde vénération et d'infinie  
« reconnaissance ».



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41547904\\_0047](https://archive.org/details/IA41547904_0047)

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Carlo Colombo.** — *La législation syndicale fasciste.* Rome, 1927, traduction française.

**Curzio Malaparte.** — *L'Italie contre l'Europe.* Paris, Alcan (traduction française).

### Revue et périodiques :

*Le Journal des économistes* (septembre 1927). — N. Mondet, *La carta del Lavoro.*

*Politique* (15 août 1927). — J. Lerolle, *La Charte du travail.*  
*La nouvelle Revue socialiste* (années 1926 et 1927). — G. Salvemini, *Le syndicalisme fasciste.*

— J.-E. Modigliani, *La loi syndicale fasciste* et *La crise italienne et le fascisme.*

*L'Internationale syndicale rouge* (1927).

*Bulletin quotidien de la presse étrangère.*

*Bulletin périodique de la presse italienne.*

*Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques.*

*Bulletin du ministère du Travail.*

*Journal Le Temps.*

*Il diritto del Lavoro.* — *Revue du ministère italien des Corporations.* V. particulièrement septembre 1927, articles de G. Bottai et Sylvio Longhi.

### Publications du Bureau international du travail :

*Revue internationale du travail* (années 1925 à 1928). — V. particulièrement, nos de septembre 1926 (G. Arias, *La réforme syndicale en Italie*) et de juin 1927 (G. Bottai, *L'organisation syndicale italienne et le règlement sur les rapports collectifs du travail.*

*Informations sociales* (hebdomadaire), années 1925 à 1928.

*Série législative* : 1926, It. 2. Loi du 3 avril.

1926, It. 5. Décret du 1<sup>er</sup> juillet.

1927, It. 3. La Charte du travail.

*Etudes et documents* : *La liberté syndicale*, série A, n<sup>o</sup> 28 ;

*Les méthodes de fixation des salaires minima*, série D, n<sup>o</sup> 17 ; *Représentation et organisation des travailleurs agricoles*, série K, n<sup>o</sup> 8 (Italie, p. 174 à 182).

---

L A

# CHARTRE DU TRAVAIL EN ITALIE

## SOUS LE RÉGIME FASCISTE

---

### INTRODUCTION

---

Le 21 avril 1927 était publié à Rome le document appelé *La Charte du Travail*. Toute la presse fasciste en célébra avec enthousiasme l'apparition.

Elle nous présente la « Charte du Travail » comme « le premier résultat et le fruit le plus concret de cette révolution sociale dont on parle depuis un siècle » (1) et le jour de sa publication est considéré comme une « date historique » dans l'histoire de l'Italie et dans l'histoire du monde entier (2).

Cette proclamation solennelle des droits et des devoirs non seulement des ouvriers et des patrons, mais de toutes les forces de la nation italienne, mé-

(1) *Popolo d'Italia*, 21 avril 1927.

(2) *Tevere*, 22 avril 1927.

rite donc l'étude que nous devons lui consacrer dans les pages qui vont suivre. Nous répondrons ainsi d'ailleurs au vœu du Grand Conseil fasciste (1) qui attire sur la Charte l'attention de tous les gens au monde qui s'occupent des problèmes sociaux contemporains.

A défaut de cette généreuse invitation, l'intérêt seul qui résulte pour nous de la nouvelle conception fasciste de l'Etat corporatif et unitaire et des rapports entre la main-d'œuvre et le capital nous inciterait à pénétrer les détails de la réforme italienne.

La « Charte » est simplement une déclaration de principes. Elle n'a pas par elle-même force législative et on peut déroger impunément à ses stipulations lorsqu'elles n'ont pas été traduites en règles positives obligatoires pour tous. Il va sans dire que le désir des dirigeants fascistes est de mettre en vigueur le plus tôt possible les principes affirmés. Mais avant que chaque article de la Charte devienne « une trame du vaste tissu législatif de l'Etat », l'esprit même de la Charte inspire toutes les initiatives individuelles et collectives.

A l'heure actuelle, deux lois d'une importance capitale ont été promulguées en application de la nouvelle doctrine. L'une d'entre elles est même anté-

(1) *Bulletin périodique de la presse italienne*, 1927, n° 242.

rieure à la Charte du Travail : celle du 3 avril 1926 sur l'organisation juridique des rapports collectifs résultant du travail. La deuxième vient d'être votée le 15 mars de cette année. Elle complète l'organisation corporative de l'Etat en remplaçant la Chambre politique des députés par une Chambre corporative élue sur le terrain professionnel.

Cette thèse ne sera que le commentaire de ces deux lois, particulièrement de la loi du 3 avril 1926 qui a complètement bouleversé les relations entre les deux facteurs de la production et réalisé la collaboration entre les classes sociales.

Après avoir précisé dans un premier chapitre *les idées directrices de la Charte*, nous passerons en revue dans trois chapitres successifs les institutions qui président aux rapports collectifs résultant du travail d'après la loi syndicale de 1926, c'est-à-dire : les *Associations professionnelles*, les *Conventions collectives de travail*, la *Magistrature du travail*.

Dans un cinquième chapitre, nous étudierons le statut de la *Chambre corporative des députés*.

Enfin, avant de conclure, nous consacrerons le chapitre VI à la question suivante : la *Charte* et l'*Opinion*.



## CHAPITRE PREMIER

### LES IDÉES DIRECTRICES DE LA CHARTE DU TRAVAIL.

Le « document mussolinien » publié il y a un an à Rome, et dont tous les organes du fascisme ont célébré l'importance, se propose de résoudre la question sociale par des méthodes toutes nouvelles.

Rejetant à la fois les solutions purement individualistes de l'école libérale et les « promesses dorées » de l'école socialiste, prenant hardiment en mains la question des rapports entre le capital et la main-d'œuvre, le fascisme prétend concilier les divers facteurs de la prospérité nationale.

En effet l'Etat libéral, persuadé que les phénomènes économiques sont régis par des lois naturelles auxquelles il est inutile de s'attaquer et que l'on doit subir parce qu'elles sont inéluctables, se désintéresse en principe des faits sociaux. Les individus agissent à leur guise et selon leur propre intérêt.

Le socialisme, au contraire, proclame la nécessité de l'intervention de l'Etat dans toutes les manifestations de l'activité économique. Au lieu de placer au premier plan les intérêts individuels, il assure que

seuls les intérêts de la collectivité sont respectables. Visant à l'égalité des individus, il exige la suppression de la propriété privée.

L'exposé qui va suivre montrera combien le fascisme est éloigné à la fois de l'un et de l'autre systèmes.

Deux principes fondamentaux résument tout le document :

1° *La subordination du droit et de l'intérêt individuel au droit et à l'intérêt général.* La nation italienne passe avant tout. Nulle activité ne doit s'exercer dans l'Etat qui ne tende au développement de sa puissance, encore moins ne peut-on tolérer les agissements qui seraient de nature à porter atteinte à la prospérité du pays : « Tout est dans l'Etat, rien n'est en dehors de l'Etat et surtout rien n'est contre l'Etat » (1) ;

2° *La solidarité et l'égalité juridique des employeurs et des ouvriers* représentés par leurs organisations syndicales vis-à-vis de l'Etat. Les facteurs de la production ne doivent plus continuer leur lutte incessante et le plus souvent stérile. Leurs intérêts respectifs en souffrent aussi bien que l'intérêt national. La Charte du Travail institue les organismes qui assureront pratiquement la garantie de leurs droits.

(1) Mussolini à la tribune du Sénat ; Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 203 et suiv.

Ces deux principes trouvent leur application dans les quatre chapitres entre lesquels se répartissent les 30 articles de la Charte du Travail et qui traitent :

I. — De l'Etat corporatif et de son organisation.

II. — Du contrat collectif de travail et des garanties du travail.

III. — Des bureaux de placement.

IV. — De la prévoyance, de l'assistance, de l'éducation et de l'instruction.

Nous pouvons grouper, pour plus de clarté, toutes ces dispositions sous les deux rubriques suivantes :

1° La conception fasciste de l'Etat corporatif ;

2° La politique sociale du fascisme.

## SECTION I

### **La conception fasciste de l'Etat corporatif.**

Le fascisme veut dominer toutes les forces existant dans le pays et les orienter vers un but unique. Le travail sous toutes ses formes, intellectuelle, technique et manuelle devient « un devoir social ». Il ne reste donc plus dans le domaine de l'activité libre de l'homme. L'Etat s'arroe le droit de le réglementer suivant les besoins de la production.

Sur quelle base se fera cette réglementation des rapports résultant du travail ? Le fascisme tient compte des réalités présentes et loin de méconnaître le fait du Syndicat, force puissante d'organisation

et de lutte pour la classe ouvrière, il fonde au contraire tout l'édifice de l'Etat corporatif sur le groupement professionnel qui devient la véritable cellule sociale.

Mais le syndicalisme fasciste ne ressemble en aucune manière au syndicalisme socialiste. S'il accepte l'idée sorélienne de la violence, il se détache des théories de Sorel en repoussant l'idée de la lutte des classes. C'est un syndicalisme national qui développe son action exclusivement dans l'intérieur du pays et qui vise surtout à la création d'une « classe unique, d'une nation nouvelle, d'une gens nouvelle, qui contiendra comme une race nouvelle issue de la fusion mystérieuse de races différentes et contraires, toutes les formes et toutes les valeurs ethniques, politiques, économiques de notre race » (1). Ainsi s'exprime Curzio Malaparte, théoricien du fascisme.

Le ministre Rocco lui-même, dans un rapport à la Chambre des députés sur la réforme syndicale, s'étonnait que le syndicalisme socialiste antinational ait pu naître en Italie (2). « De quoi le prolétariat souffre-t-il dans ce pays, dit-il, si ce n'est de la condition d'infériorité de la nation, pauvre en capitaux

(1) Curzio Malaparte, *L'Italie contre l'Europe*, p. 146. Traduction française. Alcan, 1927.

(2) Carlo Colombo, *La réforme syndicale en Italie*, p. 50 et suiv, Rome, 1927.

et en matières premières et riche en main-d'œuvre vis-à-vis des autres puissances ? Ce n'est pas de l'avarice des patrons que dérivent les conditions précaires de vie des ouvriers italiens. »

Mais alors comment justifier les principes socialistes de lutte des classes et de l'antinationalisme ? N'est-ce pas vouer la nation italienne, déjà en mauvaise posture dans le concert des puissances, à une déchéance honteuse ?

Les dirigeants du fascisme l'ont pensé et voilà pourquoi bien avant la marche sur Rome et la prise du pouvoir ils avaient créé un syndicalisme national basé sur l'économie capitaliste en lui donnant comme fonction d'être le « fossoyeur du libéralisme ».

Voici le système de relations qui, en accord avec ces principes, régit les rapports entre le capital et le travail d'une part, et entre ces deux facteurs de la production et l'Etat d'autre part.

Les associations professionnelles sont élevées à la dignité *d'institutions publiques* investies d'un véritable pouvoir de réglementation pour les intérêts des catégories professionnelles qu'elles représentent. Les syndicats sont placés par là même sous le plus strict contrôle de l'Etat. Non pas cependant tous les syndicats. En effet, la loi réserve ses faveurs aux syndicats légalement reconnus et l'autorisation légale ne peut être accordée qu'à une seule association

pour chaque catégorie d'employeurs, de salariés, d'artistes ou de personnes exerçant une profession libérale.

Seule cette association représente légalement toute la catégorie d'employeurs pour laquelle elle est constituée, seule elle peut conclure des contrats collectifs obligatoires pour toutes les personnes appartenant à ladite catégorie, associées ou non associées.

De telles prérogatives font sortir l'association reconnue du champ du droit privé et expliquent sa dépendance absolue vis-à-vis de l'Etat. Cet Etat fasciste, naturellement, impose des règles sévères à la création des syndicats autorisés. Il exige de leurs dirigeants des qualités irréprochables au point de vue national. Cela veut-il dire que c'est l'appartenance au parti fasciste qui seule est prise en considération ? Le gouvernement a protesté contre cette interprétation de sa pensée en faisant remarquer que le principe national est supérieur aux partis. Mais en fait, M. Rocco déclarait au Sénat que les syndicats fascistes seraient tous reconnus parce qu'ils ont déjà donné des preuves de leur soumission aux exigences de la loi et qu'ils acceptent la discipline nationale et le principe de collaboration de classe (1).

Par l'intermédiaire du syndicat s'effectue donc

(1) Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 197.

l'encadrement de toutes les énergies de l'Etat. Le Gouvernement possède le contrôle effectif de la production aux intérêts de laquelle sont subordonnées les revendications patronales et ouvrières.

Ces revendications se contredisent inévitablement dans la réalité, mais le contrat collectif de travail réalisera leur conciliation en exprimant d'une façon concrète la solidarité qui existe entre les divers facteurs de la production et leur égalité juridique. La Charte rend obligatoire la conclusion de contrats collectifs et elle donne à leurs stipulations force légale. Ici la doctrine syndicale fasciste se met nettement en opposition avec la doctrine socialiste qui affirme que la lutte des classes est un phénomène inévitable dans l'histoire politique et économique des peuples. Le fascisme, lui, a foi dans l'action conciliatrice qu'il peut exercer entre le capital et le travail, considérés non plus comme des antagonismes irréductibles, mais comme des entités tendant chacune de leur côté au même but.

Il serait vain cependant d'escompter que tous les différends relatifs au travail seront écartés. Des doutes pourront au moins s'élever sur l'interprétation des clauses des contrats collectifs et dégénérer en conflits violents. L'état fasciste souverain ne peut pas laisser les classes sociales assurer elles-mêmes leur propre défense. De même que dans les relations pri-

vées il est interdit de se faire justice à soi-même, les catégories sociales ne peuvent faire valoir à l'aide de leurs propres forces leurs intérêts économiques. Elles ne peuvent usurper le rôle du juge qui n'appartient qu'à l'Etat : « Rien n'est en dehors de l'Etat ».

Aussi la Charte rappelle l'institution de la magistrature du travail, juridiction spécialement chargée de résoudre tous les différends, qu'ils concernent l'observation des conventions et autres règles existantes, ou qu'ils se rapportent à la détermination de nouvelles conditions de travail. Il en résulte très logiquement que tous les actes d'auto-défense de classe sont prohibés et particulièrement la grève et le lock-out. En théorie donc la paix sociale est assurée.

La Charte n'oublie pas non plus de prévoir les organes qui réaliseront pratiquement la coordination de toutes les forces du pays. Puisque la production est unitaire au point de vue national, il faut que les éléments producteurs des différentes branches d'activité soient mis en relation les uns avec les autres afin d'harmoniser leurs efforts respectifs en vue des objectifs communs à atteindre : le bien-être des individus et le développement de la puissance nationale. Cette tâche est confiée aux *corporations*, organes supérieurs de liaison entre les syndicats, présidés par un représentant de l'Etat et composés des chefs

des groupements professionnels d'employeurs et d'ouvriers.

Les corporations ont des devoirs très importants de nature juridique et de nature économique.

Leurs devoirs de nature juridique : elles doivent jouer le rôle de conciliateurs entre les associations qui se groupent sous leur dépendance et elles peuvent édicter des règles obligatoires sur la discipline des rapports du travail.

Leurs devoirs de nature économique : on leur confie le soin de contrôler les bureaux de placement et surtout de promouvoir et d'encourager toutes les initiatives dans l'intérêt de la production.

Pour l'Etat corporatif, c'est *l'initiative privée* qui semble l'instrument le plus efficace et le plus utile à l'intérêt général. Il reconnaît la force indomptable de l'intérêt personnel et comment ce principe assure l'adaptation de la production à la consommation et stimule d'une façon active l'esprit d'invention et le talent, en un mot, le progrès économique, au bénéfice de la collectivité tout entière. N'est-ce pas là l'essentiel de la doctrine individualiste ou libérale ? Le fascisme aurait-il donc désavoué la parole de Mussolini : « Le syndicalisme sera le fossoyeur du libéralisme (1). » On pourrait le croire en lisant l'ar-

(1) *Bulletin périodique de la presse italienne*, n° 224, p. 6 (21 juin 1925).

ticle 7, 1<sup>er</sup> alinéa de la Charte du Travail. Mais poursuivons : « L'organisation privée de la production étant une fonction d'intérêt national, les organisateurs d'entreprises sont responsables vis-à-vis de l'Etat des fins de la production. » Nous voici loin de l'individualisme doctrinal que l'on peut définir ainsi avec M. Deschamps : « Le régime qui accorde à l'individu la liberté de produire, d'échanger, de consommer, d'épargner comme il le peut et comme bon lui semble au mieux de son intérêt tel que lui-même en juge (1). » Le fascisme au contraire n'admet pas que l'individu soit le seul juge de son activité dans l'ordre économique. Sans doute il recherche légitimement la prospérité de son entreprise, mais il ne doit pas perdre de vue non plus celle de l'Etat tout entier à laquelle il collabore, qu'il soit employeur, technicien, employé, ouvrier, artiste, savant ou littérateur. De telle sorte que ce qui est le plus à craindre, c'est que l'ingérence de l'Etat ne dépasse les limites raisonnables et n'étouffe les initiatives individuelles au lieu de les coordonner et de les soutenir.

C'est aux corporations, semble-t-il, qu'il appartiendra de veiller sur ce point lorsqu'elles auront été constituées.

(1) M. Deschamps à son cours, 1926-1927.

## SECTION II

### La politique sociale du fascisme.

Les trois derniers chapitres de la Charte définissent la politique sociale de l'Etat fasciste en matière de conditions du travail, de placement, de prévoyance, d'assistance, d'éducation et d'instruction.

Des conditions de travail humaines et tout à fait favorables aux travailleurs, tel doit être le contenu des conventions collectives. Nous aurons l'occasion d'étudier en détail les dispositions de la Charte sur ce point dans le chapitre qui sera consacré aux pactes de travail. Notons cependant dès à présent que la Charte proclame : le principe du salaire adapté aux exigences normales de la vie, au rendement du travailleur et aux possibilités de la production ; — le principe du repos hebdomadaire et dominical ; — le principe du congé annuel payé ; — le principe de l'indemnité en cas de congédiement sans faute, etc...

En matière de placement, la Charte assure de nouvelles garanties aux ouvriers tout d'abord en prohibant les bureaux de placement privés, puis en organisant les nouveaux bureaux sur la base paritaire et sous le contrôle des organes corporatifs. Partout la classe ouvrière a protesté contre l'institution des bureaux de placement payants. Elle leur reproche la cherté des tarifs, la mise des emplois aux enchères

et d'autres pratiques aussi déloyales. Confier la direction du placement aux syndicats ouvriers inspirés par l'esprit de parti ne constitue pas une amélioration du système.

Seul l'Etat peut en toute impartialité contrôler le phénomène de l'emploi et du chômage. Il le fait par l'intermédiaire des corporations.

Enfin la Charte dresse un vaste programme en matière de prévoyance et d'instruction où le génie réalisateur du fascisme pourra puiser un nouvel aliment à son activité. Qu'il nous suffise ici de transcrire les derniers articles de la Charte : ils annoncent des réformes importantes, mais qui ne sont encore que très vaguement précisées.

XXVI. — La prévoyance est une haute manifestation du principe de collaboration. L'employeur et le travailleur doivent contribuer à ses charges proportionnellement à leurs moyens. L'Etat, par la voie des organes corporatifs et des associations professionnelles, s'emploiera à coordonner et à unifier autant que faire se pourra le système et les institutions de la prévoyance.

XXVII. — L'état fasciste se propose :

- 1° De perfectionner l'assurance contre les accidents ;
- 2° D'améliorer et d'étendre l'assurance-maternité ;
- 3° D'instituer l'assurance contre les maladies professionnelles et la tuberculose, comme première étape à l'assurance générale contre toutes les maladies ;
- 4° De perfectionner l'assurance contre le chômage involontaire ;
- 5° D'adopter des formes spéciales d'assurance visant à doter le jeune travailleur.

XXVIII. — Il incombe aux associations de travailleurs de défendre les intérêts de leurs membres au cours des affaires administratives et judiciaires relatives à l'assurance-accident et aux assurances sociales.

Les contrats collectifs établiront, lorsqu'il sera techniquement possible de le faire, des caisses mutuelles de maladie....

XXIX. — L'assistance aux personnes qu'elles représentent, membres ou non membres, est, pour les associations professionnelles, à la fois un droit et un devoir. Elles doivent s'acquitter de leurs fonctions d'assistance directement....

XXX. — L'éducation et l'instruction, notamment l'instruction professionnelle des personnes qu'elles représentent, membres ou non membres, est un des devoirs principaux des associations professionnelles. Ces dernières doivent soutenir l'action des œuvres nationales s'occupant des loisirs ouvriers, ainsi que des autres initiatives ayant l'éducation pour but.

Nous avons insisté sur les caractères juridiques et économiques de la Charte du Travail. Elle a aussi une haute signification politique. Si l'on se tient aux formules désormais périmées pour le fascisme de la vieille terminologie, on peut se demander si le régime marque une orientation à droite ou à gauche.

Bien souvent les doctrinaires et les théoriciens du régime et Mussolini lui-même ont affirmé leur volonté d'être des « hommes de gauche » (1). M. Sylvio Longhi pense qu'après la publication de la Charte

(1) Curzio Malaparte, *L'Italie contre l'Europe*. Traduction française, p. 142. Alcan, 1927.

du Travail aucun doute n'est plus possible : « le régime va à gauche ». Est-il besoin d'ajouter que les partis qui se réclament de la même tendance à l'étranger ne manifestent aucune sympathie pour les réalisations du fascisme et ne reconnaissent pas dans la Charte italienne la synthèse de leurs idées ? Ils n'admettent pas que l'on domine le peuple, même « pour son bien », même « en tyrans justes et innocents » (1).

(1) Curzio Malaparte, *op. cit.*, p. 139.

## CHAPITRE II

### LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la Charte du Travail a été devancée en cette matière par la loi du 3 avril 1926 sur les « rapports collectifs résultant du travail ».

La Charte se contente de rappeler les principes qui dominent la législation syndicale dans son article 3. Ils peuvent se résumer ainsi :

1° Un seul syndicat légalement reconnu par catégorie et par région ;

2° Le syndicat reconnu représente légalement toute la catégorie d'employeurs et d'ouvriers pour laquelle il est constitué.

#### SECTION I

##### Les associations du premier degré.

#### I

Le principe de l'*unité de syndicat* par catégorie professionnelle a fait l'objet de multiples discussions avant la promulgation de la loi. La Commission parlementaire (dite Commission des Dix-Huit), qui avait

été chargée de déposer un rapport sur le problème syndical et sur l'organisation corporative, après un long examen de la question, s'était contentée d'émettre la suggestion suivante : le Gouvernement serait libre d'autoriser un ou plusieurs syndicats par catégorie « pourvu qu'il demeurât bien clair que l'Etat ne pourrait autoriser des syndicats qui ne reconnaîtraient pas l'Etat ou poursuivraient des buts contraires aux intérêts de la Nation, ni ceux qui seraient affiliés à des organisations internationales ou étrangères » (1).

Le Grand Conseil fasciste qui examina les résultats des travaux de la Commission des Dix-Huit voulut une solution plus radicale.

Le ministre de la Justice, M. Rocco, était aussi partisan de l'unité syndicale qui fut proclamée dans le projet de loi déposé à la Chambre des députés. Dans son rapport à la Chambre, M. Rocco insiste sur l'importance de ce principe qu'il considère comme « la clef de voûte de toute l'organisation » (2). Avec le rapporteur de la Commission de la Chambre, le ministre expose les arguments en faveur du syndicat unique et répond aux objections que soulève la réforme. La thèse qu'ils soutiennent est toute né-

(1) Rapport de la Commission, cité par G. Arias, *Revue internationale du travail*, septembre 1926 : *La réforme syndicale en Italie*, p. 357.

(2) Carlo Colombo, *La réforme syndicale en Italie*, p. 50 et ss.

gative d'ailleurs et leurs arguments tendent avant tout à discréditer les syndicats multiples.

La coexistence de plusieurs syndicats pour une même catégorie d'employeurs ou d'ouvriers crée entre ces organisations une concurrence fâcheuse. Chaque association vise à grouper le plus grand nombre d'adhérents et n'hésite pas, pour augmenter sa clientèle, à promettre d'illusoires avantages et à flatter les instincts démagogiques de la classe ouvrière. Des « transactions honorables » qui mettraient rapidement fin à une grève sont repoussées, « par crainte de la critique intéressée des concurrents ». Enfin, le contrôle de l'Etat s'exerce plus difficilement sur ces multiples associations qui dégènerent inévitablement en groupements politiques et électoraux.

Mais la loi italienne consacre-t-elle le principe du *syndicat obligatoire* ou du *monopole syndical*? On le lui a reproché, mais à tort. D'un côté, nul n'est obligé de s'affilier à un syndicat ; de l'autre, les associations d'employeurs et de salariés peuvent se former librement, en dehors de l'autorisation légale et conformément aux lois en vigueur (art. 12, loi du 3 avril 1926). La Charte, dans son article 3, proclame que « l'organisation syndicale ou professionnelle est libre ». Evidemment, ces associations de fait ne jouissent pas des avantages que la loi nouvelle

accorde aux syndicats légalement reconnus. Elles se trouveront dans une situation bien diminuée, puisque la législation italienne en vigueur ne reconnaît pas la personnalité juridique aux syndicats professionnels. Il faut bien reconnaître par conséquent que ces associations de fait auront la vie dure (Voir l'ex C.G.T. italienne).

Au sujet de la syndicalisation obligatoire, le rapporteur à la Chambre, M. Belloni, faisait remarquer avec raison que plusieurs législations étrangères en ont consacré le principe et il citait l'exemple de l'Autriche, de l'Allemagne et de l'Espagne. On peut en effet considérer comme une des tendances nouvelles de la législation ouvrière le mouvement qui se dessine en faveur de la syndicalisation obligatoire et qui fait de grands progrès, même en dehors des milieux socialistes (1). A ce point de vue, la législation italienne ne semble donc pas autre chose que la mise en pratique d'une mesure qui a déjà donné des résultats appréciables dans divers pays européens.

Le syndicat unique par catégorie et par région n'est autorisé que sous certaines conditions de forme et de fond (2).

(1) M. Oualid à son cours, 1926-1927.

(2) Nous suivons ici le plan présenté dans l'étude publiée par le B. I. T. sur la liberté syndicale. *Etudes et documents*, série A, n° 28, Genève, 1927.

Les *conditions de fond* visent d'abord les *personnes*.

L'autorisation légale de l'association professionnelle est subordonnée à l'affiliation d'un nombre minimum de personnes. Le syndicat d'employeurs doit grouper au moins le dixième des salariés employés globalement par les entreprises de la même catégorie, dans la circonscription où il exerce son activité. Le syndicat d'ouvriers doit grouper au moins le dixième des salariés de la même catégorie dans la circonscription où il exerce son activité.

Cette proportion de un dixième peut paraître assez faible, surtout si l'on réfléchit au rôle de premier plan que joue le syndicat reconnu. Comment peut-il prétendre représenter tous les individus qui exercent une profession de la même catégorie, si le dixième seulement de ces individus est inscrit à l'association ? A cette objection l'auteur de la loi a répondu que le nombre minimum d'adhérents requis n'était pas trop faible, puisque c'est un nombre initial et que l'esprit d'association est encore très peu développé dans certaines régions de l'Italie.

Peuvent faire partie d'un syndicat « les citoyens italiens des deux sexes de plus de 18 ans » (art. 1<sup>er</sup>, décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926). Les étrangers n'y sont admis qu'après un stage de 10 ans en Italie. Ils n'ont pas le droit de créer un syndicat et ils ne peuvent

être élus à aucune charge ou fonction de direction. Mais, particularité plus intéressante à signaler, les membres des associations professionnelles doivent donner des preuves de leurs convictions nationales et de leur bonne conduite morale pour obtenir leur admission. Les mêmes conditions sont exigées *à fortiori* des dirigeants (art. 1<sup>er</sup> du décret, art. 1<sup>er</sup> de la loi). Un recours est prévu devant le ministre des Corporations contre le refus d'admission ou l'exclusion du syndicat.

Les *fonctionnaires* restent en dehors de l'application de la loi. Ils peuvent former des associations syndicales, mais des dispositions spéciales leur seront appliquées. Aux administrations de l'Etat, des départements et des communes, le décret réglementaire ajoute : l'entreprise autonome des chemins de fer de l'Etat, l'entreprise des P. T. T., la Caisse des Dépôts et Prêts, l'Institut d'émission, les banques de Naples et de Sicile, etc...

Enfin, la loi interdit d'une façon absolue les syndicats de sous-officiers et soldats de l'armée, de la marine et de l'aéronautique et des autres corps armés de l'Etat, des départements et des communes, les syndicats de magistrats de l'ordre judiciaire et administratif, de fonctionnaires, employés et agents des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Colonies. Cette disposition particulièrement

rigoureuse s'explique par le caractère des attributions de ces fonctionnaires, attributions particulièrement importantes au point de vue de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat. Il ne leur est même pas permis de se grouper en associations d'assistance mutuelle ou de caractère scientifique et éducatif (1).

Les conditions de fond touchant les *objets* c'est-à-dire le but de l'association professionnelle sont précisées avec netteté dans la Charte (art. 3). Evidemment les syndicats ont pour mission principale la défense des intérêts professionnels de leurs membres, mais, de plus, ils représentent légalement toute la catégorie d'employeurs, d'ouvriers, pour laquelle ils sont constitués.

Les conditions de fond visent enfin l'*activité et l'organisation du syndicat*. Il ne doit pas borner son action à la défense des intérêts économiques et moraux de ses membres. Il doit aussi poursuivre effectivement des buts de secours mutuel, d'instruction et d'éducation morale et nationale des associés. Les *statuts* sont rédigés par l'association, mais ils doivent contenir, en dehors des mentions indispensables, les conditions d'admission des associés dont l'une est la bonne conduite politique au point de vue national, le mode de désignation du comité direc-

(1) G. Bottai, *Revue internationale du Travail*, juin 1927, p. 878.

teur, et l'organe auquel est déferé le pouvoir disciplinaire sur les membres.

Le syndicat est administré par un président ou secrétaire assisté d'un comité directeur. Les statuts déterminent le mode de nomination ou d'élection du président ou secrétaire, mais cette désignation doit être approuvée par décret royal ou par décret du ministre compétent, suivant l'importance du syndicat. Les comités directeurs sont élus aussi conformément aux statuts par les membres du syndicat.

*Conditions de forme.* — Pour donner à l'association une existence légale, elle doit être autorisée. Cette reconnaissance est subordonnée à l'observation des prescriptions de la loi, mais elle peut être refusée discrétionnairement si « elle semble inopportune pour des raisons de caractère politique, économique et social » (art. 13 du décret). Elle n'est accordée qu'après production des statuts et d'un rapport sur les origines et l'activité déployée par l'association depuis sa fondation. Alors seulement intervient le décret royal qui reconnaît l'association et approuve en même temps les statuts qui sont publiés aux frais du groupement à la *Gazzetta Ufficiale* du royaume.

Telles sont les conditions de forme préalables. Pendant son existence le syndicat est soumis à un *contrôle très rigoureux* de l'Etat.

Nous venons de voir que la nomination du prési-

dent et du secrétaire est approuvée par décret révocable. De même, l'autorisation légale peut être révoquée sur proposition du ministre compétent, de concert avec le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil d'Etat, « en présence de motifs sérieux » (art. 9, loi du 3 avril).

Mais la loi et le décret (art. 29 à 32) organisent un système de surveillance et de tutelle qui s'étend à toute l'activité syndicale. Le préfet ou le ministre (s'il s'agit d'associations opérant dans deux ou plusieurs provinces) peuvent demander des documentations, des informations, et faire procéder à des enquêtes. Le ministre des Corporations peut annuler les délibérations prises. Enfin, tous les actes importants sont soumis à l'approbation du Conseil administratif provincial : le budget, les actes comportant des mutations de patrimoine, etc.....

Comment se justifie ce contrôle rigoureux ? Est-ce que le syndicat ne perd pas toute son autonomie et le libre fonctionnement de sa vie intérieure ? Les rapporteurs du projet de loi, à la<sup>1</sup> Chambre et au Sénat (1), ont donné la raison d'une tutelle administrative aussi étendue. Les syndicats se voient en effet élevés à la dignité d'organes de droit public. Ils sont investis de fonctions très importantes dont l'Etat

(1) Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 74 et suiv. et p. 132 et suiv.

ne peut se désintéresser et qui se résument dans celle-ci : la représentation légale de tous les employeurs et employés de toute leur catégorie. La loi va même jusqu'à leur permettre de lever à leur profit des cotisations sur tous leurs membres et non-membres. On comprend très bien que l'Etat veuille contrôler dans ces conditions, par exemple, le budget des associations. Les syndicats perdent ainsi une partie de leur indépendance en compensation des avantages que leur confère la reconnaissance légale.

## II

La fonction de représentation légale de toute la catégorie d'employeurs ou de salariés pour laquelle il est établi constitue précisément l'avantage primordial qui résulte pour le syndicat de sa reconnaissance légale. Dès qu'il est reconnu, le syndicat représente « tous les employeurs, salariés, employés, artistes et personnes exerçant une profession libérale de la catégorie pour laquelle il a été constitué, qu'ils y soient inscrits ou non, existant dans la circonscription territoriale où il exerce son activité » (art. 5, loi du 3 avril) et le syndicat légalement reconnu représente seul ces individus. Pour remplir efficacement cette fonction, il est nécessaire que le syndicat possède la personnalité civile : le fait même de sa reconnaissance par décret royal lui confie cette personnalité.

Ainsi tout acte de l'association est vraiment considéré comme l'acte de tous ses membres réunis et non pas seulement comme celui de l'individu qui l'a effectivement accompli. Ainsi l'association représente-t-elle vraiment tous ses membres et peut-elle exercer efficacement son activité personnelle.

De cette prérogative des syndicats légalement reconnus découlent des conséquences très importantes :

1° Seules les associations autorisées sont admises à se faire représenter dans les Conseils et les Comités où les lois et les règlements prévoient une participation des syndicats. Citons rapidement : le Conseil supérieur de l'Economie nationale, institué près du ministre du même nom, qui se ramifie en conseils provinciaux où les syndicats légalement reconnus se font représenter par des délégués élus. Le Comité permanent des migrations intérieures institué par décret du 4 mars 1926 dans le but d'étudier les mesures nécessaires pour faciliter le déplacement des habitants des provinces dépeuplées dans celles qui le sont le moins. Le Comité des prix et salaires et le Conseil supérieur de l'enseignement industriel ;

2° Les associations légalement reconnues ont le droit de conclure des conventions collectives de travail qui sont obligatoires pour tous les travailleurs, employeurs, artistes et personnes exerçant une pro-

fession libérale de la catégorie à laquelle se rapporte la convention (V. chapitre suivant) ;

3° Seules les associations légalement autorisées peuvent intenter l'action en justice relative aux rapports collectifs de travail. Cette action est intentée contre les associations légalement autorisées au cas où il en existe. Sinon, le président de la Cour d'appel désigne un curateur spécial et les intéressés isolés peuvent intervenir au débat, et par conséquent aussi, faute de mieux, les associations de fait. Notons que tout employeur ou salarié, même non inscrit, doit faire intenter l'action en justice par le syndicat reconnu. Enfin, la décision du tribunal est valable pour tous les intéressés de la circonscription territoriale ;

4° Les associations légalement autorisées ont la faculté d'imposer à tous les individus qu'elles représentent, inscrits ou non inscrits, une cotisation annuelle (art. 5, loi du 3 avril). La loi fixe le maximum de cette cotisation en ce qui concerne les employeurs, à la rétribution d'une journée de travail pour chaque salarié employé ; en ce qui concerne les salariés, à la rétribution d'une journée de travail. A quoi servent les cotisations ? A soutenir l'activité du syndicat et à lui permettre d'accomplir les tâches de prévoyance et d'assistance qui lui incombent. C'est ainsi que l'article XXIX de la Charte fait un devoir pour les

associations professionnelles de l'assistance qu'elles doivent aux personnes qu'elles représentent, membres ou non membres. Il leur interdit même de déléguer ces fonctions à d'autres institutions. Les syndicats doivent encore (art. 30) soutenir l'action des œuvres nationales s'occupant de l'utilisation des loisirs ouvriers, de l'éducation et notamment l'instruction professionnelle des personnes qu'ils représentent, de l'œuvre d'assistance nationale aux mères et aux enfants, de l'« Opéra Nazionale Ballila », de l'Institut pour le développement de l'Economie nationale (art. 18 du décret). Toutes les dépenses qui répondent aux buts précédemment indiqués sont obligatoires pour les syndicats. Toutefois, le montant total des cotisations annuelles n'est pas absorbé de cette façon :

Un dixième des recettes au moins est prélevé chaque année pour constituer un fonds patrimonial destiné à garantir l'accomplissement des obligations assumées par les associations en vertu des conventions collectives conclues par elles (art. 5 de la loi). Un dixième est prélevé en faveur de l'Etat et versé au compte courant spécial du ministre des Corporations par la Section royale de la Trésorerie provinciale à Rome (art. 26 du règlement). Le reste est réparti entre l'association professionnelle intéressée et les associations de degré supérieur auxquelles

elle se rattache. C'est un décret du ministre des Corporations qui fixe cette répartition sur la proposition de la Confédération centrale.

Le règlement du 1<sup>er</sup> juillet fixe le mode de perception qui s'opère selon les règles établies pour les impôts communaux. Chaque employeur doit déclarer à l'association qui le représente le nombre de salariés qu'il emploie. L'association établit alors les matricules des membres cotisants et les fait afficher pendant un mois dans les communes de résidence. Durant ce délai, tout membre cotisant peut faire opposition à l'inscription soit devant le Conseil administratif provincial, soit devant le ministre. Les rôles sont rendus exécutoires par les préfets et perçus par les receveurs des impôts avec les privilèges fiscaux et avec l'obligation de se porter garants des sommes dont le remboursement leur incombe (art. 26 du règlement).

Le règlement prévoit la faculté pour le ministre de disposer que les cotisations seront perçues par les soins des associations elles-mêmes. D'ailleurs il leur est loisible de s'imposer des cotisations supplémentaires dont elles auraient le recouvrement (art. 27 du règlement).

Un tel système suppose pour son application que les organisations syndicales fonctionnent dans toutes les branches de la production. Mais il était loin d'en

être ainsi en 1926 et les listes des contribuables n'étaient ni complètes ni exactes.

Il a fallu prendre des mesures transitoires pour assurer aux syndicats les moyens matériels de vivre. De plus on a atténué la rigueur de la règle suivant laquelle le montant de la contribution était fixé à une journée de travail. D'ailleurs, dans certains cas il était matériellement impossible d'évaluer le salaire journalier. On a adopté souvent le principe du forfait sous forme de centimes additionnels à d'autres impôts (1).

Lors de l'examen du budget du ministère des Corporations à la Chambre des 14 et 15 mars 1928, M. Bottai, sous-secrétaire d'Etat, a fourni des données intéressantes sur les contributions syndicales pour l'année 1927 (2).

Les contributions syndicales obligatoires se sont élevées pour 1927 à 150.870.000 liras. Conformément à la loi, le dixième de cette somme a été versé au compte courant du ministre des Corporations pour frais de fonctionnement des organes corporatifs; 13.578.000 liras ont été versées à la Banque d'Italie pour constituer le fonds spécial destiné à garantir l'accomplissement des obligations leur in-

(1) *Revue internationale du Travail: L'organisation syndicale italienne d'après la loi et le règlement*, par G. Bottai.

(2) *Informations sociales*, 2 avril 1928.

combant du fait des conventions collectives conclues par elles ; 12.191.000 liras ont servi à alimenter les œuvres nationales et instituts antituberculeux.

Le reliquat, soit 110 millions de liras environ, a été réparti ainsi :

52.300.000 aux Confédérations nationales ;

20.600.000 aux Fédérations nationales ;

37.100.000 aux Associations régionales et provinciales.

Les contributions syndicales facultatives varient suivant les confédérations, de 24 millions de liras pour la Confédération des travailleurs, à 1.976 pour la Confédération des banques. Le montant total des contributions obligatoires et facultatives a été réparti ainsi :

Industrie : 54.000.000 ;

Agriculture : 39.000.000 ;

Commerce : 5.000.000 ;

Transports maritimes et terrestres : 3.300.000 ;

Transports terrestres et aériens : 6.500.000 ;

Banques : 4.000.000 ;

Travailleurs : 63.000.000 ;

Gens de mer : 3.600.000 ;

Communautés artisanales : 3.300.000.

Le ministre veille à ce que les contributions syn-

dicales ne soient pas excessives et soient équitablement réparties entre les organisations des différents degrés.

La Confédération des syndicats des agriculteurs a reçu 52,78 0/0 de la fraction des contributions revenant à l'agriculture, à charge de réserver 32 0/0 aux Fédérations provinciales les plus nécessiteuses.

La Confédération des syndicats de travailleurs a reçu 45 0/0 sous réserve qu'elle assumerait l'entretien des bureaux provinciaux.

Les centrales des autres organisations n'ont reçu qu'un pourcentage variant de 4 à 21 0/0, le reliquat étant dévolu aux associations indépendantes. Le sous-secrétaire a comparé le montant des cotisations actuel à celui qu'imposaient les organes socialistes, il a fait ressortir que celui-ci était plus élevé.

## SECTION II

### **Les associations de degré supérieur.**

La loi italienne autorise le groupement des associations professionnelles entre elles à l'intérieur de la Nation. Mais elle interdit aux associations reconnues de faire partie d'un groupe international.

Les associations qui ont contracté des obligations de discipline ou de dépendance vis-à-vis des associations de caractère international ne peuvent obtenir l'autorisation légale (art. 6 de la loi). M. Rocco,

ministre de la Justice, faisait remarquer à la Chambre en effet que les rapports internationaux sont des rapports entre les Etats et que le soin de les maintenir est une attribution exclusive de l'Etat.

Cette réserve faite, les syndicats peuvent se grouper en fédérations et les fédérations en confédérations. Les fédérations et confédérations sont aussi autorisées par décret royal, dans les mêmes conditions que les syndicats de premier degré. Ce décret royal de reconnaissance légale implique la reconnaissance de toutes les associations de premier degré qui font partie de la fédération ou de la confédération (art. 6 de la loi).

Quels sont les pouvoirs de ces associations de degré supérieur ? Ce sont les statuts qui règlent l'étendue de ces pouvoirs et fixent les modalités suivant lesquelles ils s'exerceront. La loi se contente de dire que les fédérations et confédérations exercent un pouvoir disciplinaire sur les associations qui en dépendent et sur les membres de celles-ci.

On comprend très bien que l'Etat n'ait pas voulu se départir des pouvoirs très étendus de contrôle qu'il possède sur l'activité et le fonctionnement des syndicats de premier degré au profit de ces associations de degré supérieur. La réforme n'en est encore qu'à sa période d'essai : le gouvernement a tenu à conserver la tutelle des nouveaux organismes qu'il a créés.

Il semble toutefois que son intention est d'atténuer la rigueur de cette tutelle lorsque les groupements professionnels auront pris conscience du rôle de premier plan qu'ils sont appelés à jouer dans l'économie nationale et qu'ils se seront montrés dignes d'une confiance plus large. En effet, la loi du 3 avril, art. 8, prévoit que le décret autorisant une fédération ou une confédération peut lui confier tous les pouvoirs de tutelle ou de surveillance qui, de droit commun, appartiennent aux préfets, aux conseils administratifs provinciaux ou au ministre. Cette délégation de pouvoirs peut être annulée à tout moment par décret royal après avis du Conseil d'Etat. Sans doute aussi le ministre des Corporations, et dans le ressort de son activité, le préfet, conservent-ils le droit de demander directement des « actes ou des informations » ou de faire procéder à des « enquêtes et à des inspections ». Mais le pouvoir central se dessaisit cependant du droit de contrôle si rigoureux établi par la loi. C'est une étape très importante vers la concession d'une plus large autonomie à l'organisme syndical.

Sur ce point donc, les pouvoirs des associations de degré supérieur surpassent ceux des syndicats unitaires. Elles sont cependant dans une situation d'infériorité vis-à-vis de leur subordonnés, car elles ne peuvent imposer de cotisations personnelles aux employeurs et aux travailleurs,

Le règlement pour l'application de la loi du 3 avril 1926 (art. 44) indique quelles sont les confédérations nationales qui pourront être reconnues, ces confédérations groupant soit des fédérations nationales, soit des fédérations ou confédérations locales :

a) Pour les employeurs : une confédération nationale des industriels, une confédération nationale des agriculteurs, une confédération nationale des commerçants, une confédération nationale des exploitants d'entreprises de transports maritimes et aériens, une confédération nationale des exploitants d'entreprises de transports terrestres et de navigation intérieure, une confédération nationale bancaire ;

b) Pour les travailleurs : une confédération nationale des employés et ouvriers de l'industrie, une confédération nationale des employés et ouvriers de l'agriculture, une confédération nationale des employés et ouvriers des transports maritimes et aériens, une confédération nationale des employés et ouvriers des transports terrestres et de la navigation intérieure, une confédération nationale des employés de banque ;

c) Pour les personnes exerçant une profession libérale : une confédération nationale des employés de banque et des artistes.

Peuvent également être reconnues deux confédé-

ractions générales : une des employeurs et une des travailleurs et des personnes exerçant des professions libérales.

Par décret royal, après consultation du Conseil des ministres et du Conseil national des corporations, pourra être autorisée, là où le besoin s'en fera sentir, la reconnaissance d'autres confédérations nationales et d'autres confédérations générales.

La Commission des réformes, dans son rapport, aurait voulu réaliser la corporation intégrale en réunissant dans un même groupement les divers facteurs de la production. Elle suggérerait la création de corporations rendues uniques pour chaque province, groupant toutes les activités économiques de la région, véritables institutions de droit public. La loi italienne ne va pas jusque-là, mais elle prévoit cependant des organes centraux de liaison entre les associations d'employeurs et de salariés, avec une direction supérieure commune. A l'intérieur de la corporation, chaque association conserve son individualité et sa représentation séparée et même une certaine autonomie : par exemple, elle a toute latitude pour conclure un contrat collectif de travail (art. 45 du règlement).

Les corporations sont sous la dépendance absolue du ministre des Corporations. Ce sont des organes de l'administration de l'Etat (art. 43 du règlement),

non investis de la personnalité juridique. Toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des organes corporatifs incombent au budget de l'Etat qui y pourvoit sur la quote-part lui revenant sur les cotisations des associations. Un décret du ministre des Corporations crée les organes corporatifs et nomme en même temps leur président. Un Conseil, composé des délégués des associations, assiste les présidents, les délégués patronaux devant être en nombre égal à celui des travailleurs intellectuels et manuels ensemble (art. 46).

Les attributions de ces organes centraux de liaison sont déjà d'une importance fondamentale (art. 44 du règlement) :

1° Les organes corporatifs doivent concilier les conflits qui peuvent surgir entre les associations qu'ils contrôlent. Ils doivent s'efforcer de résoudre les conflits à l'amiable avant de faire appel à la magistrature du Travail. D'ailleurs, l'action en justice n'est recevable que s'il est établi que cette tentative de conciliation a échoué (art. 17, loi du 3 avril) ;

2° Ils peuvent établir des règles générales relatives aux conditions du travail dans les entreprises pour lesquelles ils sont constitués, après accord entre la représentation des employeurs et celle des salariés. Ces règles générales sont obligatoires pour tous les individus de la catégorie ;

3° Ils ont pour mission de provoquer, d'encourager, de subventionner toutes initiatives visant à coordonner et à mieux organiser la production : D'après le rapport de la Commission des Dix-Huit, le but à atteindre est la réduction du coût de la production pour permettre le développement des exportations et l'atténuation du déséquilibre commercial. « On ne « peut attendre qu'un tel problème se résolve de lui-même suivant les préceptes du dogmatisme libéral, en passant par une ou plusieurs crises d'ajustement, car à prendre les choses au mieux, il en résulterait en tous cas un gaspillage déplorable d'énergie et de richesses » (1) ;

4° Tout le grave problème du placement se trouve sous la direction des organes corporatifs. La Charte y insiste tout particulièrement dans ses articles 22 à 26. Ils doivent instituer des bureaux de placement partout où le besoin s'en fait sentir ;

5° Enfin, ils organisent l'apprentissage en prescrivant à cet effet des règles générales obligatoires et en veillant à leur observation.

A l'heure actuelle, il n'y a pas encore de corporation constituée. Il y a cependant des Comités inter-syndicaux que la presse fasciste considère comme l'embryon des nouveaux organes corporatifs. Ces

(1) Gino-Arias, *op. cit.*

comités se sont formés dans chaque province sous la présidence des secrétaires politiques des fédérations fascistes et des dirigeants des associations professionnelles. Il a été constitué un Comité central inter-syndical, présidé par le secrétaire général du parti fasciste, et dont font partie les sous-secrétaires d'Etat aux ministères des Corporations et de l'Economie nationale. Le Comité central (1) avait tenu, au 31 octobre 1927, deux sessions pour discuter de la réduction des salaires et des prix de gros et de détail, questions qui rentrent bien dans les attributions des futurs organes corporatifs.

Il faut bien reconnaître que ce sont là des institutions bien imparfaites et qui sont loin de répondre au désir des dirigeants fascistes.

Mais il ne faut pas perdre de vue non plus que ces organes de liaison sont essentiellement facultatifs et volontaires pour le moment. Ils doivent naître d'un accord spontané entre les ouvriers et les employeurs. Le ministre Rocco l'a déclaré expressément au Sénat (2).

Le ministère des Corporations a été créé par décret royal du 2 juillet 1926. Le Conseil des ministres, dans sa séance du 9 mars 1927, en fixa l'organisation en instituant deux directions générales: direction

(1) *Informations sociales*, 31 octobre 1927.

(2) V. Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 132 et suiv.

générale des corporations et direction générale des syndicats. Enfin, un décret du 8 mai de la même année précise les multiples attributions du ministère qui dirige l'organisation syndicale et corporative.

Mussolini a été nommé ministre des Corporations et M. Bottai sous-secrétaire d'Etat.

### SECTION III

#### L'application de la loi syndicale de 1926 à 1928.

Si les corporations ne sont pas encore constituées depuis 1926, la loi syndicale a reçu de multiples applications. En nous inspirant d'un article de M. Bottai, paru en juin 1927 à la *Revue internationale du Travail*, et des renseignements publiés depuis par les *Informations sociales*, nous allons passer en revue les diverses organisations syndicales créées ou réorganisées en harmonie avec le droit nouveau.

Examinons auparavant suivant quels principes la loi organise le groupement des individus dans les divers syndicats d'après leur profession.

Signalons tout d'abord que les syndicats mixtes n'ont pas été admis, bien que M. Rocco dans son projet primitif en eut consacré l'existence. La Commission de la Chambre des députés a fait remarquer que les organes centraux de liaison dispensaient de prévoir cette collaboration entre employeurs et sala-

riés au sein même du syndicat puisqu'elle existe en dehors du syndicat.

Pour les employeurs et salariés du commerce et de l'industrie, aucune difficulté : ils peuvent tous entrer dans les syndicats qui remplissent les conditions exigées par la loi.

Au contraire, des difficultés surgirent pour l'agriculture. Sans contestation, les propriétaires des domaines ruraux étaient admis à faire partie des associations d'employeurs agricoles. Mais devait-on assimiler les métayers et les fermiers à des employeurs ou à des salariés ? Une controverse très vive s'engagea sur cette question qui aboutit enfin aux résultats suivants : les métayers seront traités comme des salariés et constitueront des associations séparées. En effet, leur situation économique n'est guère plus favorable, en général, que celle des salariés. Quant aux fermiers et petits cultivateurs, la question sera résolue pour chaque province suivant la superficie cultivée et la main-d'œuvre étrangère employée (1).

Pour les personnes exerçant un art ou une profession libérale, la faculté d'association suivant la loi est aussi accordée. Les ordres, collèges et associations déjà existants subsistent : ordre des médecins, des avocats. Toutefois ces « ordres » voient leurs attributions diminuer, puisque désormais c'est

(1) *Lavoro d'Italia*, 26 juillet 1927.

aux syndicats d'assumer la protection des intérêts moraux et matériels des membres et de désigner leurs représentants aux corps politiques, administratifs et techniques de l'Etat (art. 11 du règlement). De plus, il ne sera plus reconnu d'ordres ou de collèges nouveaux.

Les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels ne peuvent faire partie de la même association, même s'ils sont employés dans la même entreprise. La loi veut éviter de cette façon l'influence trop considérable que pourraient exercer quelques individus sur leurs co-associés.

Enfin, tout individu qui en raison de son activité appartient à diverses catégories d'employeurs ou de salariés peut s'inscrire simultanément dans différentes associations (art. 7 du règlement).

Ces principes étant posés, voyons comment ils ont été appliqués.

#### I. — *Organisation syndicale des employeurs.*

Les *industriels* déjà puissamment organisés ont créé la Confédération syndicale fasciste de l'industrie italienne. Cette confédération groupe 82 organisations industrielles provinciales qui réunissent les employeurs de toute catégorie, et 68 organisations nationales représentant les différentes catégories professionnelles (1).

(1) *Informations sociales*, 4 octobre 1926.

*Les employeurs de l'agriculture* ont fondé la « Confédération nationale des agriculteurs » à Rome le 25 juillet 1926. La Confédération se compose de fédérations de provinces, chacune étant divisée en une association de propriétaires occupants, une association de propriétaires qui cultivent leur fonds, une association de propriétaires qui donnent leurs terres à bail et une association de propriétaires qui cultivent leur fonds en ayant recours à la main-d'œuvre salariée (1).

La *Confédération générale du commerce* a été réorganisée dans le cadre de la nouvelle loi, ainsi que les groupements qui lui sont affiliés. La Confédération englobe désormais des associations provinciales réunies en fédérations et des fédérations nationales. Ces fédérations nationales spécialisées sont au nombre de 13 et représentent les divers aspects de l'activité commerciale (2).

(1) *Informations sociales*, 27 septembre 1926.

(2) Les fédérations nationales sont :

1° Fédération des échanges avec l'étranger (groupe tous les commerçants, importateurs et exportateurs) ;

2° Fédération des auxiliaires du commerce et du trafic (agences commerciales, représentants, agences de publicité, instituts d'informations commerciales) ;

3° Fédération des agents de change ;

4° Fédération du vêtement (commerce de tissus, filatures, chapellerie, ganterie) ;

5° Fédération des négociants en produits chimiques et phar-

Les *entrepreneurs de transports terrestres et de navigation intérieure* sont groupés en 13 associations régionales dont chacune est organisée en sections, qui, unies nationalement, forment les fédérations ; au sommet de l'édifice est placée, comme d'habitude, la confédération.

Les *entrepreneurs de transports maritimes et aériens* constituent cinq fédérations interrégionales dont chacune comprend des associations de catégories distinctes. Ces fédérations interrégionales for-

maceutiques ;

6° Fédération des établissements publics (hôtels, pâtisseries, établissements de bains) ;

8° Fédération des fermiers, des impôts et douanes de l'Etat ;

9° Fédération de l'alimentation ;

10° Fédération du commerce des vins en gros ;

11° Fédération du commerce des meubles ;

12° Fédération du tourisme ;

13° Fédération du cinématographe.

Ces organisations sont réunies sous la direction d'un conseil de présidence qui se compose d'un délégué de chacune des associations régionales et assure la direction de la Confédération nationale. Pour l'élection de ce conseil, des représentants sont élus par les associations provinciales et chaque fédération provinciale désigne son délégué parmi les élus. La Confédération est administrée par un président général, un comité de présidence, un conseil fédéral, un secrétaire général.

Le produit des cotisations est réparti suivant l'article 18, partie III du règlement du 1<sup>er</sup> juillet 1926, c'est-à-dire 50 0/0 aux fédérations provinciales, 10 0/0 aux nationales et le reliquat, diminué des frais de gestion, à la Confédération (*La Tribuna*, 24 août 1926).

ment la Fédération nationale des entreprises de transports maritimes et aériens.

Enfin, les *employeurs de banque* sont organisés en huit associations nationales de catégorie (instituts de crédit ordinaires, banques populaires, banquiers privés, etc...) qui pourront se grouper en fédérations et qui convergent toutes pour former la Confédération bancaire fasciste (1).

Il faut joindre à cette liste la « Fédération des communautés artisanales d'Italie » qui groupe les petits artisans travaillant pour leur propre compte. Elle est affiliée à la Confédération de l'industrie. Ses membres sont organisés en diverses communautés d'arts et de métiers, groupées à leur tour en deux grandes branches : celle des métiers artistiques et celle des métiers usuels. « Cette organisation syndicale des artisans a une importance spéciale, car elle se propose de mettre en valeur bien des énergies individuelles qui autrement resteraient étouffées, et de faire reflourir nombre de petites industries qui caractérisent certaines villes ou certaines régions (2). »

Cette énumération montre que toutes les confédérations d'employeurs prévues au règlement d'application de la loi syndicale ont été constituées.

(1) Toutes ces confédérations ont été reconnues par décrets royaux des 26 septembre, 7 octobre et 29 novembre 1926.

(2) G. Bottai, *Revue internationale du Travail*, juin 1927, p. 871.

Le 14 mars 1928, à la Chambre des députés, M. Bottai a fourni les renseignements suivants sur les effectifs syndicaux (1).

Les associations nationales groupent 885.968 employeurs inscrits (60.000 pour l'industrie ; 550.000 pour l'agriculture ; 170.000 pour le commerce ; 22.500 pour les transports terrestres et la navigation intérieure ; 3.018 pour les banques ; 450 pour les transports maritimes et aériens ; 80.000 pour l'artisanat).

Le nombre des associations syndicales reconnues est de 513.

II. — Si nous passons maintenant aux *travailleurs*, l'organisation est schématiquement la même. Les organisations de base, les syndicats provinciaux de la même branche sont groupés en syndicats nationaux. Ces syndicats nationaux forment des fédérations de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, etc..., lesquelles sont toutes affiliées à la Confédération nationale des syndicats fascistes. Cette confédération groupe toutes les associations d'ouvriers et la Fédération nationale des intellectuels, à la seule exception de la Fédération des employés des transports maritimes et aériens qui demeure autonome. Cette dernière groupe l'Association nationale

(1) *Informations sociales*, 2 avril 1928.

fasciste des marins et l'Association nationale fasciste aéronautique.

Voici les chiffres que donne M. Bottai dans son discours présenté à la Chambre des députés pour les syndicats de travailleurs. La Confédération nationale des syndicats fascistes comprenait, à la fin de 1927, 2.809.644 membres régulièrement inscrits, dont :

- 1.206.586 appartenant à l'industrie ;
- 990.797 appartenant à l'agriculture ;
- 254.179 appartenant au commerce ;
- 247.344 appartenant aux transports ;
- 40.317 appartenant aux banques ;
- 70.418 appartenant aux professions intellectuelles.

Les syndicats provinciaux de catégories professionnelles sont 5.366 ; les syndicats locaux 25 000 environ (V. journal *Le Temps* du 29 mars 1928).

Il y a 246 associations syndicales reconnues.

Au total, les associations d'employeurs et de travailleurs groupent 3.740.809 adhérents au 15 mars 1928.

Il est intéressant de rapprocher ces chiffres officiels de ceux fournis par l'ancienne C.G.T. italienne en 1920. Il y avait en Italie 3.833.000 paysans et ouvriers syndiqués (1). A l'heure actuelle donc,

(1) *Nouvelle revue socialiste* (mars 1926) : *Le syndicalisme fasciste*, par G. Salvemini.

malgré l'obligation de fait, ou du moins l'impérieuse nécessité qui s'impose aux travailleurs de s'inscrire à un syndicat, l'effectif des salariés syndiqués aurait diminué de plus de 1.000 unités.

III. — Les *fonctionnaires publics* sont exclus du cadre des associations syndicales. Mais on les autorise à créer des associations particulières, dépourvues de personnalité juridique, mais suffisamment organisées pour défendre utilement et dans la limite autorisée les vœux et les aspirations de leurs membres.

Deux associations générales de fonctionnaires ont été autorisées dont l'une comprend le personnel de l'Etat, des communes, des provinces et des institutions publiques, et l'autre le personnel des entreprises industrielles de l'Etat.

En outre, par décrets des 23, 27 et 30 août, 17 septembre et 10 octobre 1926, l'autorisation légale a été accordée aux associations nationales fascistes des cheminots de l'Etat, des employés des P. T. T., des commis auxiliaires des postes, des instituteurs primaires, des percepteurs d'impôts directs.

Dans l'application de cette partie de la réforme, le ministère des Corporations s'est livré à une interprétation du concept de « personnel d'Etat » que M. Bottai nous expose dans son article précité. Le concept du personnel d'Etat ne comprend pas seule-

ment les personnes qui dépendent organiquement de l'Etat, mais celles également qui en dépendent fonctionnellement.

C'est ainsi qu'ont été exclus de l'application de la loi les adjudicataires de l'octroi et les percepteurs et receveurs des contributions directes.

Quelques lignes plus bas il ajoute : « Pour résoudre au « jour le jour les questions qui lui étaient soumises, le « ministère des Corporations a admis comme règle que le « caractère public des Institutions doit résulter des fonc- « tions d'intérêt général qui leur sont confiées ; du droit « éventuel de commandement dont elles sont investies ; « de la surveillance et du contrôle que l'Etat exerce sur « leur fonctionnement ou du fait que l'Etat les a créées « pour accomplir certaines tâches qu'il ne jugeait pas utile « ou opportun d'entreprendre directement. »

Tel est le régime actuel des associations professionnelles élevées à la dignité d'institutions publiques, investies d'un véritable pouvoir de réglementation pour les intérêts des catégories professionnelles respectives. Certes, on ne peut douter que dans la perfection du système, elles ne réalisent « l'encadrement de toutes les forces économiques et intellectuelles de la nation pour les diriger vers un but commun » (1).

Le syndicalisme fasciste est avant tout un syndi-

(1) Manifeste de Mussolini au parti fasciste, 28 mai 1926.  
*Bulletin quotidien d'informations économiques.*

calisme national. Les dirigeants doivent offrir des garanties de « solide foi nationale » et toute son activité est dirigée vers le développement et l'intensification de la production nationale. Mais en même temps il est aussi un syndicalisme politique, puisque les syndicats constitués pour défendre les intérêts de groupes sociaux ne pourront être composés que de citoyens offrant toute garantie politique, c'est-à-dire de fascistes. Contre-partie nécessaire des prérogatives dont ils jouissent et parmi lesquelles il nous reste à étudier dans le chapitre suivant une des plus importantes.

## CHAPITRE III

### LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET LES GARANTIES DU TRAVAIL.

En étudiant dans le chapitre précédent les conséquences qui découlaient de la reconnaissance légale des associations professionnelles, nous avons simplement signalé la possibilité qui existe, pour ces associations, de conclure des contrats collectifs de travail valables pour toutes les catégories qu'elles représentent.

C'est un des points fondamentaux de la nouvelle organisation syndicale et l'auteur de la loi considère que l'efficacité juridique des conventions collectives désormais assurée est un grand pas vers la réalisation de la paix sociale et de l'accord entre les différents facteurs de la production.

En effet, tout le monde est d'accord aujourd'hui pour célébrer les bienfaits de la convention collective de travail. Elle constitue un élément très efficace de la stabilisation du coût de production et, par conséquent, de l'état économique en unifiant les conditions du travail dans une profession et dans une région

déterminées. Utile pour les salariés, dont elle supprime la concurrence réciproque, elle est aussi profitable aux employeurs pour la même raison. Mais d'où vient-il que dans plusieurs pays, en France particulièrement, la convention collective de travail ait beaucoup de peine à s'acclimater ou du moins à se généraliser comme cela paraît désirable ?

On peut trouver plusieurs raisons à ce phénomène.

D'abord les employeurs éprouvent une certaine répugnance à traiter d'égal à égal avec un syndicat représentant des ouvriers qui ne font même pas tous partie de leur entreprise et qui viennent peut-être de soutenir une grève qui leur a été préjudiciable.

D'un autre côté, l'employeur qui s'est lié par une convention collective vis-à-vis de ses ouvriers se trouve souvent en état d'infériorité en face d'un concurrent qui pratique les contrats individuels et embauche à l'occasion de la main-d'œuvre au rabais.

Enfin, dans ce *traité du travail*, tous les risques sont pour le patron. Les ouvriers peuvent se dispenser impunément d'appliquer les clauses du traité. Il faudrait que les syndicats aient assez d'influence pour les obliger à observer leurs engagements. Il faudrait surtout que ces associations soient pécuniairement responsables de l'inexécution du contrat. En fait,

même en France, où la loi de 1919 prévoit des actions des personnes ou des groupements liés par une convention collective contre d'autres personnes ou d'autres groupements qui violeraient la convention, il n'y a aucun moyen pratique d'obtenir le respect du pacte de travail puisque les syndicats ne sont pas garants de son exécution par leurs membres.

Comme le reconnaît M. Scelle (1), « pour atteindre le but idéal, c'est-à-dire le caractère universellement obligatoire de la convention collective dans son domaine territorial et professionnel d'application, il eût fallu en effet qu'elle (notre législation) dérogeât ostensiblement *au double principe de la liberté syndicale et de la liberté des conventions* ; qu'elle déclarât d'abord que tout syndiqué se trouvait obligatoirement lié par la convention passée en son nom par le syndicat, sans pouvoir y renoncer par sa démission ; en second lieu, que dans tous les territoires assignés par les parties à l'empire de la convention, celle-ci s'appliquât de façon inéluctable, même dans les rapports des tiers avec les individus ou collectivités obligés par elle ».

Or, c'est précisément là ce que décide la législation italienne. Les employeurs ne sauraient avoir de répugnance à traiter avec un syndicat d'ouvriers

(1) *Précis de législation industrielle*, S. 1927, p. 204 et 205.

puisque, d'une part, comme nous le verrons, les grèves sont interdites et que, d'autre part, les organes centraux de liaison sont tout désignés pour servir d'intermédiaires conciliateurs au besoin. Il n'est pas question non plus d'infériorité d'un employeur vis-à-vis d'un concurrent puisque, par hypothèse, ils font tous deux partie de la même association, et que même si le concurrent n'est pas inscrit, la convention collective est obligatoire pour lui comme pour tous les individus ou associations de la même catégorie.

Enfin la loi italienne organise vraiment dans la réalité et non seulement sur le papier la responsabilité pécuniaire des associations pour inobservation des conventions collectives qu'elles ont conclues.

A cet effet, on prélève sur les cotisations obligatoires des adhérents et non adhérents un fonds patrimonial destiné à garantir l'accomplissement des obligations assumées par les associations en vertu des conventions collectives conclues par elles (art. 5, loi du 3 avril 1926).

Nous allons préciser davantage ces différents points en étudiant plus en détail : 1° la réglementation de la convention collective ; 2° son contenu : c'est-à-dire les garanties du travail ; 3° son application depuis 1926 en Italie,

## SECTION I

### Réglementation de la convention collective.

En ce qui concerne tout d'abord la capacité de conclure des conventions collectives, seules les associations syndicales légalement reconnues peuvent être parties à une convention collective. « Tout contrat collectif conclu par des associations non légalement reconnues est nul » (art. 47 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926). Il en est ainsi du côté ouvrier et du côté patronal (1). En France, au contraire, et dans plusieurs pays (Allemagne, Danemark, Grande-Bretagne), un Comité de grève ou un groupe quelconque de travailleurs peut conclure une convention collective.

Au point de vue de la forme, les conventions collectives doivent, à peine de nullité, être établies par les représentants légaux des associations contractantes. Parfois, l'approbation des associations de degré supérieur est nécessaire : les statuts règlent ce point.

Les conventions ne portent effet que lorsqu'elles ont été déposées à la préfecture et publiées au *Bulletin des annonces officielles* de la province s'il s'agit d'associations communales, d'arrondissements, ou provinciales, ou déposées au ministère de l'Econo-

(1) V. articles 56 et 57 du décret.

mie nationale et publiées à la *Gazzetta Ufficiale* du Royaume s'il s'agit d'associations régionales, inter-régionales ou nationales.

*La force obligatoire* des conventions collectives s'étend à tous les employeurs, salariés, artistes..., de la catégorie à laquelle se rapporte la convention. Ainsi se trouve assurée l'unité de la convention collective dans chaque circonscription territoriale. Un patron n'a plus aucun intérêt à désertier le syndicat pour échapper aux obligations du contrat. Elles s'imposent à lui-même s'il n'est pas syndiqué. Un ouvrier ne peut pas davantage arguer de sa situation de non syndiqué pour offrir ses services au rabais. Mais ne faut-il pas craindre dans ce cas que l'unification complète des conditions de travail dans une même profession et dans une région déterminée ne réponde pas à la situation respective des entreprises ?

Les unes peuvent être plus florissantes que d'autres : la main-d'œuvre est plus abondante dans telle région que dans telle autre.

Le rapporteur du projet de loi à la Chambre, M. Belloni, indique à ce sujet que, dans la convention même, il est possible de prévoir des règles particulières pour les entreprises qui se trouveraient dans des conditions spéciales (1). De toutes façons,

(1) Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 74 et suiv.,

tous les contrats individuels conclus par les personnes assujetties à la convention collective doivent se conformer strictement aux règles posées par celle-ci. Toute clause contraire est nulle de plein droit et elle ne subsiste que si elle est plus favorable au travailleur.

Ainsi se trouve résolue la vieille question de la validité des accords particuliers dérogeant au contrat collectif. Ici la question ne fait pas de doute : ces accords ne sont pas valables.

*Dans le temps* la convention collective vaut pendant la période qui a été fixée lors de son élaboration et qui doit être expressément mentionnée à peine de nullité. Elle se renouvelle ensuite par tacite reconduction, sauf le cas de dénonciation par l'une des parties dans le délai fixé d'un commun accord (art. 10, loi 3 avril). Il faut voir dans cette disposition de la loi une mesure très heureuse. En effet, les conventions conclues pour une période indéterminée cessent dès que l'une des parties notifie dans les délais fixés sa volonté de se dégager de ses obligations. Dans ce cas, un des plus grands bienfaits de la convention collective disparaît, puisque la stabilité des conditions de travail n'existe plus.

Nous arrivons enfin à l'importante question de la *responsabilité des associations*, qui ont conclu une convention collective. Cette responsabilité est double.

Les associations sont responsables d'abord en tant que parties à la convention collective. Elles doivent en assurer l'exécution pendant toute sa durée, c'est-à-dire empêcher les grèves, lock-out, et autres actes qui menacent la convention. A cette fin est constitué le fonds de garantie dont nous avons déjà parlé.

Les associations sont responsables ensuite de la non-observation, par leurs membres ou non membres qui y sont assujettis, de la convention collective. Toutefois, cette responsabilité, en qualité de garante solidaire par l'association, n'a lieu que si le contrat collectif le prévoit expressément. Dans les autres cas, les groupements intéressés ont seulement l'obligation de faire usage du pouvoir disciplinaire qu'ils possèdent sur leurs membres et d'une façon générale de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir l'observation du contrat (art. 55 du décret).

Notons aussi que les employeurs et salariés qui ne respectent pas les conventions collectives sont responsables civilement de l'infraction, tant envers l'association patronale qu'envers celle des salariés ayant conclu la convention (art. 10, loi du 3 avril). Enfin, la responsabilité de l'association ne cesse pas même en cas de dissolution ou de révocation de la reconnaissance. Dans ce cas, le patrimoine de l'association garantit l'accomplissement des obligations assumées dans le contrat collectif pour toute la durée

de celui-ci et pendant l'année suivante (art. 59 du décret).

Il semble bien qu'avec un système de garantie aussi minutieusement prévu, le respect des pactes de travail se trouvera assuré d'une manière certaine. Nous étudierons cette question dans la troisième section de ce chapitre.

## SECTION II

### Les garanties du travail.

Quel est le contenu de la convention collective ? Elle règle les rapports entre les catégories d'employeurs et de travailleurs qu'elle représente, en fixant avec précision les conditions du travail. La lutte pour l'obtention de conditions de travail toujours meilleures : tel est l'objectif du syndicalisme corporatif. L'organe de son action est la convention collective de travail.

Depuis la fin du xix<sup>e</sup> siècle la législation ouvrière a fait des progrès considérables dans tous les pays. De législation de classe dirigée autrefois contre le travailleur, elle est devenue aujourd'hui une législation protectrice qui fait de la classe ouvrière une véritable classe privilégiée au sens originaire du mot (1).

La proclamation par le Traité de Versailles des

(1) M. Oualid à son cours, 1926-1927.

« Droits du travail salarié » a contribué aussi largement à développer dans le même sens la législation des différents pays. Mais cette sorte de « Charte internationale du travail » est surpassée par la Charte italienne qui énonce à son tour les principes qui doivent présider à la réglementation des conditions du travail.

M. A. Thomas, directeur du Bureau international du travail, le reconnaissait lui-même dans une interview accordée au *Giornale d'Italia* (1).

Parmi les conditions de travail, celle qui intéresse au premier chef l'ouvrier, c'est le montant du salaire. Le salaire en effet donne à l'ouvrier les moyens matériels de vivre et d'élever sa famille. C'est souvent sa seule ressource. Au nombre des principes généraux propres à guider la politique sociale des Etats, l'article 427 du Traité de Versailles cite « le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays ».

Tout récemment, pour répondre au vœu du traité de paix, le B.I.T. a publié une enquête sur les méthodes qui permettent d'éviter dans les différents pays le paiement de salaires particulièrement bas (2).

(1) *Bulletin de la Société d'études économiques* (1927).

(2) Méthodes de fixation des salaires minima. *Etudes et documents*, série D, n° 17, Genève, B.I.T., 1927.

Voyons comment la Charte italienne, à son tour, résout ce problème aussi important.

Au point de vue de la *méthode de fixation des salaires*, la Charte indique les trois organismes qui peuvent contribuer respectivement à déterminer le taux de la rétribution : 1° Le syndicat : nous avons vu qu'une de ses fonctions principales était la conclusion des conventions collectives de travail ; 2° Les organes corporatifs qui peuvent établir des règles générales, relatives aux conditions du travail dans les entreprises auxquelles ils se rapportent ; 3° La magistrature du travail (voir chapitre suivant), à laquelle l'article 13 de la loi du 3 avril 1926 attribue compétence pour formuler de nouvelles conditions de travail obligatoires pour tous les intéressés.

Il est à peine besoin de faire remarquer que cette méthode est propre à l'Italie. Elle suppose en effet que les conventions collectives, les règles générales établies par les corporations, les sentences de la magistrature du travail sont obligatoires pour tous les intéressés au même titre qu'une loi ou qu'un règlement administratif. A la vérité, les organismes syndicaux possèdent dans ce cas un véritable pouvoir législatif. En France, dans la faible mesure où la tarification légale est admise, c'est-à-dire pour le salaire des ouvrières travaillant à domicile dans l'industrie du vêtement, le soin de fixer le salaire mini-

mum est confié à des comités de salaires paritaires et à des comités professionnels d'expertise (loi du 10 juillet 1915). C'est d'ailleurs la pratique suivie dans la plupart des pays (1).

Au point de vue des *principes de base pour la fixation des salaires*, la Charte cite d'abord « les exigences normales de la vie ». Il faut voir là sans doute une application du principe du salaire vital considéré comme le salaire nécessaire à un homme pour faire vivre une famille moyenne. C'est bien là, en effet, un salaire minimum et les dirigeants fascistes qui ont à maintes reprises manifesté leur sympathie pour la classe ouvrière et leur désir de « l'élever matériellement et moralement » ne sauraient se montrer moins généreux. Mais le travailleur doit savoir « subordonner ses revendications économiques aux possibilités effectives des entreprises nationales » (2). Si la Charte du Travail l'appelle à la réglementation de la production et au contrôle de toute l'activité économique, il doit se rendre compte que la production est unitaire au point de vue national et que son objectif ne se résume pas seulement dans le bien-être de l'individu, mais qu'il comporte aussi

(1) *Méthode de fixation des salaires minima*, p. 17.

(2) Discours de Mussolini aux représentants des associations syndicales : *Bulletin de la Société d'études économiques*, 15 février 1927.

et surtout le développement de la puissance nationale (art. 2 de la Charte). C'est pourquoi tous les facteurs de la production sont solidaires : tous concourent à la prospérité de la nation. Les légitimes prétentions des ouvriers ou des patrons souvent opposées ou contradictoires doivent se concilier en conséquence de cette solidarité et trouver leur expression concrète dans le contrat collectif de travail.

La Charte ne se prononce pas sur les diverses modalités du salaire. Elle se contente seulement de décider que si le travail est payé aux pièces, les tarifs doivent être tels que l'ouvrier laborieux, ayant une capacité de travail normale, obtienne en plus du salaire de base un gain minimum. Mesure très sage. En effet, le salaire aux pièces procure rarement aux ouvriers un gain proportionnel à leur productivité. Au fur et à mesure que l'habileté de l'ouvrier augmente et par conséquent sa productivité, le patron diminue le tarif unitaire par pièce. Le montant du salaire reste donc le même, bien que les efforts de l'ouvrier soient plus grands.

*Le paiement du salaire* peut se faire en nature ou en argent, suivant les exigences du travailleur et de l'entreprise. Il doit s'effectuer au moins toutes les quinze semaines : sinon, des acomptes doivent être versés bi-hebdomadairement.

D'autres articles très importants de la Charte assurent au monde du travail des garanties aussi efficaces.

Le travailleur a droit au *repos hebdomadaire* coïncidant avec le dimanche, compte tenu, évidemment, des exigences de l'entreprise. Dans une lettre du 2 janvier 1928 le ministre des Corporations écrivait à l'Institut catholique d'activité sociale « qu'il ne manquerait pas de faire son possible pour que le repos hebdomadaire tombe le dimanche ». Autant que possible la Charte recommande aussi de respecter les jours fériés civils et religieux suivant les traditions locales.

Le travailleur a droit à un *congé annuel payé*, après une année de services ininterrompus. Ici la Charte se trouve en avance sur la plupart des législations étrangères. Elle devance même les vœux du préambule de la partie XIII du traité de Versailles.

En cas de *congédiement* d'un ouvrier qui ne s'est pas rendu coupable d'une faute, l'ouvrier congédié a droit à une indemnité proportionnée au nombre de ses années de services. Toutefois, l'indemnité n'est pas due si l'ouvrier n'a pas accompli une année de travail à l'entreprise. La première année est considérée comme un *stage* pendant lequel le contrat peut être résilié moyennant le seul paiement de la

rétribution correspondant à la période de travail effectuée.

Le contrat de travail n'est pas rompu par l'appel sous les drapeaux ou dans la milice de la sécurité nationale, par une maladie de durée déterminée, par le transfert de l'entreprise sous l'autorité d'un autre propriétaire.

Remarquons que la Charte ne réglemente pas la durée légale du travail. Un décret-loi du 30 juin 1926 permet à tous les employeurs d'augmenter d'une heure par jour la durée du travail dans leurs entreprises, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1926. Le but de cette mesure est d'intensifier la production de quelques industries. Il est prévu que la neuvième heure de travail sera payée au taux normal, étant bien entendu que l'augmentation est purement facultative. Dans une interview accordée au *Daily Mail*, Mussolini justifie cette mesure de la façon suivante : « Ce règlement est non pas un caprice du gouvernement, mais une nécessité nationale. Les Italiens savent que je donne l'exemple en travaillant 14 et 15 heures par jour. C'est seulement pour les industries qui souffrent de la concurrence étrangère, comme celle du textile par exemple, que la prolongation d'une heure sera nécessaire (1). »

(1) Voici, à titre d'indication, les heures de travail de l'industrie en septembre 1926, d'après le *Bulletin du ministère*

Le problème du *placement de la main-d'œuvre*, si important à l'heure actuelle pour éviter le déséquilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre et pour lutter contre le chômage, trouve aussi sa réglementation dans un autre chapitre de la Charte. Les bureaux de placement sont soustraits à l'initiative privée et à l'influence des sociétés purement de parti. C'est l'Etat qui constate et contrôle le phénomène de l'emploi et du chômage. Les bureaux sont organisés sur la base paritaire sous la dépendance d'un organe d'Etat : la corporation.

Dans un discours à Milan, le 19 septembre 1927, M. Rossoni, secrétaire général de la Confédération des syndicats fascistes de l'industrie, a revendiqué pour les syndicats ouvriers fascistes le monopole des bureaux de placement qui doivent être institués aux termes de la Charte du Travail. Les idées de M. Rossoni à ce sujet ont donné lieu à la publication d'un démenti officiel, d'où il ressort que le placement est envisagé dans les milieux compétents comme une

*du Travail*, juillet-septembre 1927 :

Le *Bolletino del Lavoro e della Previdenza sociale*, organe du ministère italien de l'Economie nationale, publie les résultats d'une enquête qui a porté sur 22.172 établissements occupant 1.834.411 ouvriers.

La durée normale du travail est inférieure à 48 heures par semaine pour 199.790, soit 10,9 0/0 ; elle est égale à 48 heures pour 1.088.512, soit 59,4 0/0 et supérieure à 48 heures pour 506.676, soit 27,6 0/0 du nombre des ouvriers employés.

fonction d'Etat, que le système paritaire prévu à l'article 23 de la Charte sera maintenu et que les bureaux de placement seront rattachés au ministère des Corporations (1). Les employeurs doivent engager les travailleurs par l'intermédiaire de ce bureau de placement. Mais ils ont la faculté de choisir parmi les personnes inscrites sur les listes en donnant la préférence aux membres du parti et des syndicats fascistes dans l'ordre de leur inscription. Naturellement, cette situation privilégiée donnée aux membres du parti au pouvoir a soulevé bien des critiques. M. Bottai, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Corporations, y répond (2) en faisant observer que préférence ne signifie pas exclusivité et que d'autre part il est naturel de faire un traitement de faveur à ceux qui, par le fait même de leur inscription au parti fasciste, donnent de sérieuses garanties de capacité technique et de valeur morale et nationale.

Cette analyse rapide des conditions du travail que la Charte italienne proclame solennellement prouve le véritable effort du fascisme pour concilier les facteurs de la production et pour obtenir la paix sociale. Favorable nettement au monde des travailleurs à ce point de vue, la Charte, tout en consacrant un cer-

(1) *Il Lavoro d'Italia*, 20 septembre 1927.

(2) *Il diritto del Lavoro*, septembre 1927 ; *La carta del Lavoro*, par G. Bottai.

tain nombre de principes de droit ouvrier et l'égalité juridique des employeurs et des salariés, n'oublie pas de faire passer avant tout l'intérêt supérieur de la nation.

Il nous reste à voir si l'esprit de la Charte a bien été observé dans les nombreux contrats de travail qui sont intervenus depuis sa publication.

### SECTION III

#### **Les pactes de travail depuis 1926.**

Un nombre considérable de contrats de travail ont été conclus pendant les années 1926 et 1927 en Italie.

Tâche écrasante pour les associations syndicales qui retombe d'ailleurs sur leurs secrétaires dont la fonction se révèle comme très délicate, surtout depuis la publication de la Charte du Travail. En effet, nous avons étudié les différentes stipulations de la Charte au sujet des pactes de travail et de leur contenu dans les sections précédentes. Il appartient précisément au syndicat de mettre en accord avec les dispositions de la Charte tous les contrats de travail conclus ou à conclure. Il était même prévu que pour le 31 décembre 1927 les clauses de la Charte seraient incorporées dans tous les contrats : mais les secrétaires et directeurs nationaux auraient sans doute succombé sous la tâche !

Voici, d'après les statistiques (1), le nombre des contrats conclus en 1927.

Les contrats conclus ou renouvelés se montent à 2.290. Les plus importants qui ont une portée nationale, à 54, dont 30 pour les industries, 3 pour l'agriculture, 3 pour le commerce, 6 pour les transports, 11 pour les banques, 1 pour les professions intellectuelles, et 79 contrats régionaux ou inter-provinciaux. Enfin, 2.157 contrats provinciaux dont 1.410 pour l'industrie, 152 pour l'agriculture, 220 pour le commerce, 352 pour les transports, 17 pour les banques, 6 pour les travailleurs intellectuels.

Ces contrats sont avantageux pour les travailleurs, dit le *Lavoro d'Italia* du 1<sup>er</sup> janvier 1928, mais certaines clauses cependant, fixées par la Charte du Travail, n'ont été acceptées par les employeurs qu'avec une grande résistance. Il paraît donc indispensable de donner à la Charte du Travail la valeur d'une loi, la simple obligation de caractère moral n'étant pas suffisante. Dans quelques cas, les organisateurs ont préféré stipuler des contrats médiocres, plutôt que de laisser les travailleurs sans aucune garantie contractuelle. C'est que l'expérience a montré qu'il est beaucoup plus facile d'améliorer les contrats existants que d'en stipuler *ex novo* là où les rapports

(1) *Il Lavoro d'Italia*, 1<sup>er</sup> janvier 1928.

entre employeurs et travailleurs n'étaient soumis jusque-là à aucune réglementation collective.

Les employeurs se sont donc montrés, dans certains cas, assez réfractaires à l'application de la Charte. Quelques-uns même n'ont pas hésité à violer les engagements qu'ils avaient pris. Au début de cette année, plusieurs journaux ont signalé ce fait particulièrement *Il Lavoro d'Italia*, organe des syndicats fascistes (1). A la suite de ces remarques, M. Bottai a fait au *Popolo d'Italia* des déclarations (2) d'où il ressort que l'intention du gouvernement est de donner force de loi le plus tôt possible aux divers chapitres de la Charte qui n'ont pas encore le caractère législatif. De la sorte, l'inobservation des pactes de travail ne sera plus admissible et le gouvernement aura toute latitude pour poursuivre les délinquants.

M. Bottai reconnaît bien que le respect des pactes laissait à désirer, mais seulement dans quelques provinces ou pour certaines catégories professionnelles. Les dispositions de la Charte du Travail ont été effectivement appliquées dans le contrat national des employés de banque, dans le contrat du personnel des entreprises aéronautiques, dans celui du personnel des hôtels, etc... Il aurait été désirable que

(1) V. aussi l'*Operato Italiano* du 21 janvier 1928.

(2) *Informations sociales*, 6 février 1928.

cette application fût plus générale encore, mais il ne faut pas oublier que pour les contrats agricoles qui forment le groupe le plus important, les organisations mêmes de travailleurs ont sagement demandé, étant donné la situation économique, que les contrats existants fussent renouvelés automatiquement. L'organe des « syndicats fascistes » (*Lavoro d'Italia*, 12 janvier 1928) a reconnu que la majorité des contrats maintenus ou renouvelés en 1927 avaient été avantageux pour les travailleurs. Il en est ainsi certainement du *Pacte national de la métallurgie* (1) conclu après une série de longs pourparlers entre la Confédération des industriels et la Fédération des ouvriers métallurgistes, sous la présidence de M. Bottai au ministère des Corporations. Ce contrat national s'applique à tous les ouvriers de l'industrie métallurgique et des industries connexes, c'est-à-dire à environ 500.000 individus. On en saisit donc toute l'importance et on comprend l'enthousiasme de la presse fasciste lors de sa publication (2). Le *Corriere della Sera* (17 février 1928) écrit : « Tous ceux qui, en particulier hors d'Italie, surveillent avec un pessimisme malicieux l'œuvre sociale du régime, seront profondément surpris, en lisant les articles du

(1) *Le Temps*, 18 et 21 février 1928.

(2) *Bulletin périodique de la presse italienne*, n° 250, mars 1928.

nouveau contrat, d'y rencontrer un ensemble de réels avantages pour les ouvriers. »

Cet accord est considéré en Italie comme l'un des mieux étudiés et des plus complets qui ait été signé, et comme constituant un précédent, qui sera certainement suivi par d'autres catégories de travailleurs. C'est pourquoi nous citons textuellement l'analyse très détaillée du pacte qui a été publiée par les *Informations sociales* du 5 mars 1928.

« L'accord établit le principe du *salaire-minima*. Ces salaires seront stipulés dans les contrats spéciaux en tenant compte de la situation des établissements à la ville ou à la campagne, de la branche d'industrie envisagée (atelier de construction mécanique, chantier naval, fonderie autonome, établissement sidérurgique) et de la catégorie d'ouvriers visée. Le terme de comparaison pour établir les salaires minima sera le dernier trimestre de 1926. Cette époque est choisie parce qu'elle correspondait à une période de pleine activité antérieure aux récentes réductions de salaires. Ces réductions feront l'objet d'accords locaux qui devront être conclus dans le délai d'un mois. Elles ne pourront jamais dépasser au total la limite de 20 0/0 fixée en principe par le directoire du parti fasciste.

Dans tous les établissements seront instituées conformément à l'article XXVIII de la Charte des *caisses mutuelles* alimentées par les contributions des employeurs et des travailleurs et administrées par des représentants des uns et des autres en nombre égal. Ces caisses devront être reliées entre elles, de façon à garantir la continuité d'assistance aux travailleurs lorsqu'ils changent d'établissement.

*L'embauchage* se fera par l'intermédiaire des bureaux de placement constitués auprès des syndicats fascistes. Les engagements comporteront une période d'essai d'une

semaine qui pourra être prolongée d'une semaine par consentement réciproque. Le salaire fixé à la fin de la période d'essai sera payé à partir du jour de l'entrée en service. Si l'essai n'est pas satisfaisant ou si l'ouvrier n'accepte pas les conditions proposées, il ne sera payé que pour la période d'essai sans avoir droit à une indemnité.

*La durée du travail effectif* sera normalement de huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine. Les ouvriers ne pourront pas s'opposer à ce que le travail soit organisé par équipes après entente préalable au sujet des horaires. Dans les industries à feu continu, le personnel de chaque équipe est tenu de faire à tour de rôle les heures supplémentaires nécessitées par les exigences du travail. Ces heures supplémentaires seront rétribuées à un taux majoré. Lorsque le travail doit se poursuivre sans interruption sept jours par semaine, la durée du travail sera de 144 heures ( $56 + 48 + 40$ ) pour chaque période de trois semaines.

*Le travail à la tâche* sera rétribué de façon à assurer au travailleur de capacité moyenne un minimum de gain en sus du salaire de base. Lorsque pour une période de 15 jours, le pourcentage moyen de la rétribution du travail à la tâche diminue, les organisations des travailleurs, après avoir examiné les moyennes atteintes, ont la faculté de nommer trois à cinq délégués choisis parmi les délégués de chaque établissement en vue d'examiner la question, d'accord avec les organisations correspondantes des employeurs qui délègueront à cet effet les dirigeants des établissements. Des contrats spéciaux détermineront les suppléments à ajouter aux salaires de base des ouvriers spécialisés et non spécialisés travaillant au temps, en tenant compte des différents éléments qui entrent dans la rétribution d'un ouvrier.

*Les travaux supplémentaires*, c'est-à-dire ceux exécutés en dehors de l'horaire normal, soit de nuit, soit les jours fériés, seront rétribués à des taux majorés.

En dehors des jours fériés, les ouvriers ont droit à six

*jours de congé payés par an* après douze mois de services.

*L'appel sous les drapeaux* résout le contrat. Mais l'ouvrier qui a fini son service a un droit de priorité pour être réembauché dans l'entreprise qui l'occupait. Dans ce cas, le droit d'ancienneté qu'il avait avant son service militaire lui est reconnu. L'ouvrier rappelé soit dans l'armée régulière, soit dans la milice volontaire, conserve sa place et son droit d'ancienneté.

Il en est de même en cas de *maladie* de durée inférieure à trois mois. Au delà, si l'ouvrier est congédié ou si la maladie dûment constatée ne lui permet pas de reprendre son travail, une indemnité de licenciement lui est accordée.

En cas de *cession ou de transformation* de l'entreprise, le personnel conserve tous ses droits et toutes ses obligations telles qu'elles sont fixées par le contrat collectif. Le nouveau propriétaire n'est dispensé de reconnaître les droits acquis par le personnel que si l'ancien propriétaire les a déjà réglés.

En cas de *licenciement* pour des motifs autres que des motifs disciplinaires, le travailleur a droit à une indemnité correspondant à une journée de salaire normal pour la première année de service accomplie, deux journées pour chacune des années suivantes jusqu'à la quatrième, trois journées pour chacune des années suivantes, de la cinquième à la quinzième, et quatre journées pour chacune des suivantes au delà de la quinzième. En cas de décès de l'ouvrier, ces indemnités sont attribuées à la veuve ou au proche parent à la charge du défunt.

Les organisations contractantes reconnaissent la nécessité d'encourager et de coordonner les initiatives se rapportant à l'*instruction professionnelle* de façon à permettre aux ouvriers de perfectionner leurs connaissances techniques dans l'intérêt supérieur de la production. Les apprentis seront autorisés à interrompre leur travail pour fréquenter les écoles professionnelles. Les meilleurs élèves de ces écoles auront un droit de préférence en matière d'embauchage. » (*Lavoro d'Italia*, 17-22 février 1928.)

Ce résumé de la convention nationale des métallurgistes fait voir clairement que toutes les garanties de travail exigées par la Charte sont scrupuleusement observées (1). Reste à savoir maintenant si les patrons et les ouvriers intéressés respecteront l'engagement qu'ils ont signé. Le ministère des Corporations s'est porté garant du nouveau pacte, mais le recours à la magistrature du travail reste toujours ouvert. Nous allons d'ailleurs en expliquer le mécanisme dans le chapitre suivant.

(1) V. aussi le contrat conclu entre les syndicats fascistes industriels et ouvriers de Crémone, *Bulletin de la Société d'études économiques*, 5 août 1927.

## CHAPITRE IV

### LA MAGISTRATURE DU TRAVAIL.

L'institution de la magistrature du travail constitue sans doute la réforme la plus originale et la plus hardie de la loi italienne. Ici la loi fasciste dépasse toutes les législations étrangères qui, à part quelques rares exceptions, sont intervenues dans ce domaine avec prudence et timidité (1).

Nul ne conteste cependant les effets désastreux des conflits de travail. Ils aigrissent les relations entre les patrons et les ouvriers et les avantages qu'en retirent parfois les uns ou les autres sont compensés par les dommages causés au public et à la production nationale, sans compter l'inquiétude et l'insécurité qui pèsent sur les milieux industriels.

Les conflits du travail ne peuvent-ils donc pas recevoir une solution pacifique ? Entre les prétentions opposées des parties en litige, ne peut-on pas « dire le droit » ?

Plusieurs pays ont institué à cet effet des orga-

(1) Voir *Liberté syndicale*, p. 73 à 100.

nismes de conciliation et d'arbitrage. Mais le plus souvent le recours à ces institutions n'est que facultatif et les plus graves difficultés surgissent en effet dès qu'il s'agit d'appliquer l'arbitrage obligatoire pour les conflits du travail (1). Le plus souvent, le conflit n'a pas de base juridique et ce que l'on demande à l'arbitre « c'est fréquemment non pas de dire le droit, mais de le faire ». Il est donc nécessaire que dans l'Etat une autorité sociale déterminée, s'imposant à tous, « formule à tous instants les conditions équitables du travail ». Autrement dit « l'arbitrage obligatoire suppose le syndicat obligatoire » et la loi syndicale italienne qui consacre le monopole syndical de fait prévoit tout naturellement une institution perfectionnée d'arbitrage obligatoire, une véritable juridiction du travail.

## SECTION I

### **Les principes de l'institution et ses conséquences.**

Les auteurs de la loi syndicale ne veulent pas que l'on confonde la magistrature du travail avec un système d'arbitrage obligatoire. M. Rocco, ministre de la Justice, qui soutint à la Chambre et au Sénat le projet de loi, précise nettement la distinction qui existe dans son esprit entre les deux modes de solution des conflits du travail.

(1) G. Scelle, *Législation industrielle*, S. 1927, p. 286 à 288.

Les arbitres sont choisis par les parties, ils ont donc moins d'autorité qu'un juge dont la fonction même garantit à la fois l'impartialité et la compétence technique. Par suite, la sentence arbitrale s'imposera moins souverainement aux intéressés. Cette sentence d'ailleurs a le caractère d'un compromis, c'est-à-dire d'une transaction. En définitive, loin de résoudre le litige selon le droit, loin de rendre la justice en un mot, l'arbitre ne fait souvent que donner à la fois tort et raison aux deux parties. Comment s'étonner dans ce cas qu'un industriel qui s'estime lésé, qu'un ouvrier qui croit justes ses prétentions n'acceptent pas la sentence arbitrale ? « Voilà pourquoi nous avons cru bon de franchir le stade intermédiaire et imparfait de l'arbitrage et d'arriver directement à la forme complète et précise de la vraie juridiction, laquelle ne peut être exercée que par un magistrat, par un juge impartial qui n'est intéressé ni directement ni indirectement dans le différend (1). »

M. Rocco exagère sans doute sa critique de l'arbitrage. Il n'en voit pas les avantages. En fait, il y a peu de différence entre l'arbitre et le juge. Rien n'empêche les arbitres une fois désignés par les parties en litige de se prononcer suivant le droit strict.

(1) Interview au *Popolo d'Italia*, 20 novembre 1925 et Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 50 et suiv.

De plus, les parties ne seront-elles pas mieux disposées à exécuter loyalement la sentence rendue par des juges de leur choix ? En tout cas, rien n'empêche de rendre cette sentence obligatoire, au même titre qu'un jugement de tribunal. Il en est ainsi en Australie où les sentences rendues par la Cour arbitrale sont rigoureusement obligatoires sous peine de sanctions sévères.

Le ministre considère aussi comme un caractère très important de la juridiction du travail le fait que le jugement des conflits est confié à des magistrats ordinaires. Le désir du Gouvernement, manifesté dans les discussions au Sénat et à la Chambre, a été d'éviter l'exercice de toute influence politique ou économique sur les magistrats. Les Comités d'usine, les Conseils de conciliation, les Cours d'arbitrage qui existent dans plusieurs pays et particulièrement en Angleterre et en Australie et en Nouvelle-Zélande prêtent justement le flanc à la critique, puisque, près des magistrats, siègent des ouvriers et des patrons qui n'ont aucune compétence professionnelle tout d'abord pour résoudre une question de droit, et qui deviennent par le fait même juges et parties dans leur propre cause. Comment seraient-ils impartiaux ? D'un point de vue plus général, la multiplicité des organes chargés de rendre la justice est la source d'erreurs de compétence de la part des plaideurs et

les expose à des pertes de temps et à des frais excessifs de procédure.

Pour toutes ces raisons, il faut reconnaître la supériorité de la solution italienne. Des doutes ont été émis cependant sur la compétence des magistrats en matière de conflits de travail. Ils n'ont reçu, il est vrai, aucune préparation spéciale à ce sujet, mais dans l'avenir on peut prévoir la formation d'une magistrature spécialisée au courant des questions techniques et économiques. Des cours spéciaux sont déjà créés dans plusieurs facultés de droit (Gênes, Florence, Bologne, Rome, Messine) sur le droit du travail et les principes de la nouvelle législation syndicale. Outre ce perfectionnement possible des qualités du personnel judiciaire, remarquons que, dès à présent, les magistrats reçoivent tous les éclaircissements utiles sur les problèmes techniques qui peuvent leur échapper. Aux magistrats de la Cour d'appel sont adjoints, chaque fois qu'elle siège comme juridiction de travail, « deux citoyens versés dans les questions relatives à la production et au travail » (art. 14, loi du 3 avril 1926).

Ces experts ne sont pas seulement des conseillers destinés à renseigner les magistrats de la Cour avec voix simplement consultative. Ce sont de véritables juges au même titre que les membres du tribunal.

Ces experts ne sont pas non plus des représen-

tants des parties en litige ou des associations professionnelles : ils sont choisis en dehors de toute ingérence politique par le premier président de la Cour d'appel. Les qualités que l'on exige d'eux sont d'abord négatives : ils ne doivent être ni ouvriers, ni employeurs, pour ne pas être suspects de partialité envers les uns ou les autres. Mais ils doivent suivre une « conduite morale et politique impeccable et sans tache ». Enfin, la loi exige en principe qu'ils possèdent un titre universitaire ou un diplôme équivalent (art. 64 du règlement). Sur ce point, le règlement est assez large (ingénieurs, docteurs ès-sciences, chimistes) et il permet en somme au premier président de la Cour d'appel d'inscrire d'office sur les listes d'experts les individus qui, en raison de leurs fonctions ou de leur expérience, sont particulièrement désignés pour remplir la mission prévue par la loi. Les fonctionnaires de l'Etat et des autres institutions publiques peuvent être légalement portés sur la liste.

Etant donné la variété des affaires qui peuvent être soumises à la magistrature du travail, la désignation des conseillers-experts destinés à siéger est faite, pour chaque affaire, par le président de la juridiction du travail (art. 66 du règlement). Le président peut ainsi régler son choix d'après le caractère du litige soumis au tribunal. Cette mesure aboutit à la prati-

que des experts spécialisés particulièrement compétents et elle facilitera certainement la solution des points litigieux.

Nous saisissons maintenant les différences qui existent entre l'institution italienne et l'arbitrage obligatoire de la Nouvelle-Zélande par exemple. Ici, en vertu de l'Arbitration Act de 1894, l'organe judiciaire est composé d'un juge de la Cour suprême qui exerce les fonctions de président et de deux autres membres nommés par le gouverneur sur désignation des associations de travailleurs et d'employeurs. Le principe qui domine l'institution est donc celui de l'arbitrage, d'après lequel les parties désignent leurs représentants, le magistrat intervenant comme tiers arbitre en qualité de représentant de l'Etat. La loi italienne au contraire nous met en présence d'un vrai collège judiciaire, où, à côté des juges ordinaires, siègent des juges techniques (1).

Le collège judiciaire n'a pas seulement pour mission de résoudre les conflits de travail. Nous avons déjà vu dans le chapitre précédent qu'il était compétent aussi pour statuer sur la demande de nouvelles conditions de travail. Ce qui revient à dire que le tribunal du travail est, en même temps qu'un organe judiciaire, un organe législatif et réglementaire. Une

(1) G. Arias, *La réforme syndicale en Italie. Revue intern. du travail*, septembre 1926.

question intéressante se pose alors : quels sont les principes d'après lesquels le magistrat forme son jugement ? En effet ici le juge ne peut pas toujours s'appuyer sur une loi préexistante. Les rapports économiques sont très variables. Une industrie qui peut payer des salaires élevés parce que ses débouchés sont florissants se voit tout à coup fermer le marché international par l'effet d'une loi douanière par exemple. Une répercussion fâcheuse s'ensuivra nécessairement sur le montant des salaires. Mais le juge peut-il en tenir compte si l'industriel vient lui demander un abaissement des salaires ?

Oui. En ce qui concerne la détermination de nouvelles conditions de travail, le tribunal se prononce suivant l'équité. Il n'est pas obligé d'observer le droit strict. Dans le cas précédent par exemple, il pourrait décider qu'une nouvelle convention collective de travail sera conclue. Le tribunal doit seulement s'inspirer des principes de la justice sociale et de l'égalité juridique entre les patrons et les travailleurs, de façon à concilier leurs intérêts opposés.

Le cas est beaucoup plus simple s'il s'agit de vérifier l'exécution des contrats existants. Dans ce cas, la Cour applique les règles générales du droit et les lois et règlements qui régissent la matière.

Toujours les intérêts supérieurs de la production doivent être sauvegardés (art. 16, loi du 3 avril).

C'est pour assurer cette sauvegarde que le Ministère public est appelé à intervenir obligatoirement devant la Cour, comme représentant de l'intérêt général. « En effet, il y a dans la décision du tribunal un élément d'intérêt public qu'il ne peut et ne doit pas négliger. Le différend entre patrons et ouvriers n'intéresse pas seulement ceux-ci, mais toute la collectivité nationale par le fait qu'il touche à l'assiette de la production. »

Du principe de la magistrature du travail obligatoire pour tous les différends non résolus par voie de conciliation ou d'arbitrage découle l'interdiction de l'auto-défense individuelle ou collective, c'est-à-dire de la grève et du lock-out.

La grève et le lock-out représentent des phases de guerre dans les relations entre le capital et le travail. La guerre n'éclate, entre pays civilisés du moins, que lorsque tous les moyens pacifiques de solution des conflits internationaux ont échoué ou se sont révélés insuffisants.

De même dans les rapports sociaux, on comprend très bien qu'une grève ou un lock-out éclatent sous l'empire de systèmes législatifs qui laissent sans solution les différends du travail ou qui en rendent la solution purement facultative. Ce n'est pas le cas de la loi italienne.

D'ailleurs, son esprit même se refuserait à admet-

tre un principe de lutte entre les facteurs de la production. Elle proclame à trop de reprises la solidarité entre ces facteurs et leur union intime en vue du développement de la puissance nationale. Mussolini lui-même a déclaré maintes fois son horreur pour les grèves anti-économiques : « Une heure seule, je dis une seule heure de travail perdue dans une usine est un grave désastre national (1). »

Il ne faudrait pas croire que les abstentions individuelles de travail soient punies au même titre que la grève. Un concert de trois ouvriers ou employeurs au moins qui cessent de travailler ou qui portent atteinte à la continuité et à la régularité du travail est nécessaire pour déclencher l'application de la loi pénale. En dehors de ces cas, bien que le travail soit un « devoir social », tout individu peut s'abstenir de travailler selon ses convenances personnelles lorsqu'il a une raison valable (2). Seule la grève collective organisée est un délit contre la collectivité.

Des peines graves sanctionnent les délits de grève et de lock-out (voir section II) : elles vont parfois jusqu'à deux et trois ans de prison. Un problème embarrassant se pose alors. C'est celui de savoir de quelle manière pratiquement ces sanctions pourront

(1) Mussolini à la Tribune du Sénat (Colombo, *op. cit.*, p. 263 et suiv.).

(2) *Lavoro de Italia*, 12 juin 1927. Définition du lock-out.

être appliquées. On peut bien mettre en prison quelques meneurs plus coupables, mais on ne conçoit pas la détention en masse de tous les ouvriers participants à une grève. Les dirigeants fascistes pensent qu'une nouvelle mentalité pénétrera les foules ouvrières et les portera à accepter de bon gré un régime de droit au lieu d'un régime de lutte incessante et le plus souvent stérile. Ils ont le secret désir de puiser le moins souvent possible dans cet arsenal de sanctions.

Ce vœu sera-t-il comblé ? L'attitude des industriels aussi bien que des ouvriers au moment de la discussion du projet de loi ne semble pas laisser espérer, dès à présent, un tel progrès de la conscience morale des individus. Les industriels et les ouvriers simultanément ont manifesté la crainte que le tribunal du travail ne statue en faveur des uns ou des autres. Une vive opposition s'est manifestée surtout du côté industriel contre le recours obligatoire à la magistrature du travail. Sans doute le ministre Rocco a bien fait remarquer que les préoccupations des industriels d'une part et des ouvriers de l'autre se contredisaient et, par suite, s'éliminaient. Il a rappelé aussi que l'article 16 de la loi du 3 avril 1926 dictait aux magistrats leur devoir en affirmant les principes de justice sociale d'après lesquels ils devaient former leur jugement. Mais il a fallu toute

l'autorité de Mussolini pour vaincre les dernières hésitations. Après avoir insisté sur l'importance de la question qui forme, dit-il, « le point crucial de la loi », il montre les résultats favorables de l'arbitrage obligatoire à l'étranger et il termine :

« Je considère la nation italienne en état de guerre permanent.

« J'ai déjà dit, et je le répète, que les cinq ou dix années à venir seront décisives pour les destinées de notre peuple..... » De même que pendant la guerre « combattue sur le front, on n'admettait pas de conflits dans les usines, qu'il y avait des organes de conciliation qui les aplanissaient et que les résultats furent satisfaisants, car il n'y a jamais eu de suspension de travail, de même aujourd'hui, au moyen de ces organisations, nous réalisons le maximum de puissance productive de la nation (1) ».

Ces paroles montrent l'attachement du Duce au principe de la magistrature du travail. La section suivante traite de son fonctionnement pratique.

## SECTION II

### **Le fonctionnement de la magistrature du travail.**

*Composition du tribunal.* — La magistrature du travail forme une section spéciale des Cours d'appel

(1) Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 110.

dans chacune des seize Cours du royaume. En appelant des magistrats d'un rang aussi élevé et d'une compétence et d'une intégrité indiscutables à résoudre les conflits du travail, l'Etat fasciste a voulu montrer tout l'intérêt qu'il porte à la question sociale et son désir de la voir soumise à des hommes impartiaux et indépendants à la fois des influences de partis et du gouvernement.

La Section spéciale est composée de deux conseillers à la Cour d'appel et d'un président de section, auxquels s'adjoignent deux experts techniques qui ne représentent pas les parties en cause comme nous le savons déjà. Ces experts sont choisis sur une liste (dressée au siège de chaque Cour d'appel) de citoyens versés dans les problèmes de la production et du travail.

Comment se dresse cette liste d'experts ? Les propositions en vue de l'inscription sur la liste sont faites par les soins de Conseils provinciaux de l'économie. Les candidats sont classés suivant leurs aptitudes en groupes et en sous-groupes, de façon à correspondre aux diverses formes d'activité agricole, industrielle et commerciale existant dans le ressort de la Cour. S'il y a des organes corporatifs, on doit leur soumettre la liste des propositions et ils peuvent la modifier avant de la transmettre au tribunal.

Le premier président dresse la liste définitive des

citoyens reconnus aptes à remplir les fonctions de conseillers-experts. Cette liste est affichée au siège de la Cour et dans les préfectures pour permettre aux associations légalement reconnues de formuler leurs réclamations. Elles conservent ensuite le droit de récuser les experts désignés pour juger une cause déterminée, d'après les règles générales du Code de procédure.

Les experts reçoivent une indemnité de 100 livres par jour où ils exercent leurs fonctions. Ils ont droit en outre aux indemnités de déplacement et de séjour fixées pour les conseillers de Cour d'appel.

*Exercice de l'action.* — L'action légale relative aux différends soumis à la magistrature du travail est réservée aux associations légalement autorisées. Les particuliers ne peuvent pas intervenir individuellement. S'ils ne sont pas syndiqués, ils s'adressent au groupement qui représente leurs intérêts et qui prend leur cause en mains. Toutefois le Ministère public peut toujours saisir le tribunal, si l'intérêt général l'exige. Ce qui ne veut pas dire que le recours à la magistrature du travail doit devenir fréquent. D'après l'esprit de la loi au contraire, il est souhaitable que les conflits s'aplanissent aussi souvent qu'il est possible par les méthodes de conciliation (art. 13 de la loi). L'action légale n'est même recevable que s'il est établi que les fédérations, confédérations ou

organes centraux de liaison ont essayé de résoudre le conflit à l'amiable et que cet essai a échoué (art. 16 de la loi).

De même, c'est contre les associations légalement reconnues que l'action est exercée. Mais il peut se faire que des associations ne soient pas encore formées. Dans ce cas, le président de la Cour d'appel désigne un curateur spécial, donnant toutes garanties de capacité et de « foi nationale ». Alors seulement les intéressés isolés ont le droit d'intervenir au procès, à condition de se faire représenter par un procureur général unique si leur nombre est supérieur à trois (art. 70 du règlement).

*Compétence.* — La compétence de la juridiction est absolue en ce qui concerne les contestations relatives à la discipline des rapports du travail. L'article 13 de la loi du 3 avril ne laisse aucun doute à ce sujet : Il s'exprime d'une façon catégorique : « tous les différends..., etc... ».

La compétence est en même temps *obligatoire* dans les mêmes cas. La loi ne distingue pas entre les conflits qui surgissent dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et les services publics. Sur ce point le projet de loi primitif s'est trouvé radicalement modifié sur une nouvelle intervention de Mussolini. Le projet du garde des Sceaux et celui de la Commission de la Chambre faisaient un départ entre l'activité

industrielle et commerciale d'une part et l'activité agricole et les services publics ou de nécessité publique d'autre part. La compétence de la juridiction du travail était simplement facultative pour les contestations se rapportant au domaine de l'industrie et du commerce, tandis qu'elle était obligatoire en matière d'agriculture ou de service public.

Comment se justifiait le traitement de faveur concédé à l'industrie et au commerce ? Par les deux arguments suivants : On faisait remarquer d'abord que la complexité des branches d'industrie et de commerce rendait très délicate pour le juge sa mission. Il était exposé malgré toute sa bonne volonté à faire tort injustement, à l'une ou à l'autre partie, des éléments importants du problème lui faisant défaut. En outre, une interruption de travail dans l'industrie, si du moins elle n'est pas de longue durée, peut se compenser en totalité ou en partie par un redoublement d'activité pendant une période ultérieure. Au contraire, s'il s'agit d'une interruption du travail agricole, le malheur peut être irréparable, suivant la période de l'année où l'on se trouve. Si par exemple la moisson reste sur pied, on ne peut demander à la terre de fournir une deuxième récolte dans la même année.

Or, l'agriculture a pour l'Italie une importance primordiale. L'Italie est une nation essentiellement

agricole, exclusivement agricole même dans toute sa partie centrale et méridionale. Les 9/10<sup>es</sup> de sa population s'adonnent aux travaux des champs ou à l'élevage qui fournissent le plus clair du revenu de la nation.

Loin de contester ces affirmations, Mussolini les appuie fermement, mais il insiste pour que l'arbitrage obligatoire soit étendu à l'industrie et au commerce. Il ne veut pas séparer ces formes diverses de l'activité du pays. Elles concourent en même temps au développement de la production qui est unitaire du point de vue national. « Certes, dit-il, le blé qui reste ou qui restait sans être moissonné dans les champs représente une perte, mais parfois une grève qui interrompt la production en un moment délicat où s'exerce la concurrence internationale peut donner lieu à des conséquences plus graves encore » (1).

Quelques jours après la publication de la Charte du Travail, une circulaire du ministre des Corporations précisait l'étendue de la compétence de la magistrature du travail (2) et rappelait que les controverses individuelles relatives aux contrats collectifs de travail ou aux contrats d'emploi privé restaient du domaine de la juridiction ordinaire. Récemment, un décret du ministre de la Justice et du ministre

(1) Carlo Colombo, *op. cit.*, p. 102 et suiv.

(2) *Informations sociales*, 23 mai 1927.

des Corporations a réglementé en détail cette question. Toutes les juridictions spéciales existant jusqu'ici pour la solution des différends du travail, autres que la magistrature du travail, c'est-à-dire les conseils de prud'hommes et les commissions arbitrales provinciales, sont supprimées. La juridiction de ces conflits passe maintenant aux prêteurs et aux tribunaux, selon que la valeur du différend est supérieure ou inférieure à 5.000 liras.

Le prêteur et le tribunal sont assistés aussi d'experts techniques et l'action judiciaire ne peut être intentée qu'après l'échec d'une tentative de conciliation par l'intermédiaire des syndicats (1).

Ces nouvelles mesures révèlent la tendance de la législation italienne déjà signalée ci-dessus : de donner à la justice ordinaire la connaissance de toutes les contestations aussi bien d'ordre social que d'ordre civil.

*Procédure.* — Retenons seulement des règles minutieuses posées par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926 les quelques principes suivants :

La comparution personnelle des parties peut être exigée par le tribunal. Mais, en règle générale, elles peuvent se faire représenter par un avoué et assister par un seul avocat et des conseillers techniques.

(1) *Le Temps*, 22 février 1928 ; *Gazzetta del Popolo*, 19 avril ; *Corriere della Sera*, même date.

Ce qui caractérise surtout cette procédure, c'est qu'elle est très rapide et que les frais sont réduits au strict minimum pour les plaideurs. Tous les actes et documents relatifs à la procédure ou émanant de la juridiction du travail sont exempts de taxe d'enregistrement et de timbre.

A diverses reprises (art. 80, 81, 83) le règlement, après avoir fixé des délais, précise que sous aucun prétexte ils ne sont susceptibles de prorogation. Aucun renvoi d'aucune sorte n'est admis pour quelque motif que ce soit ; lorsqu'une audience ne suffit pas pour la liquidation d'une affaire, elle doit être reprise aux audiences qui suivent sans interruption.

La sentence du tribunal produit tous les effets du contrat collectif et se voit appliquer toutes les règles qui s'y rapportent et que nous avons étudiées. Elle s'impose à tous les intéressés dès sa publication au *Bulletin des annonces légales* de la province ou à la *Gazzetta Ufficiale* du royaume. Toutes décisions de justice, toute stipulation incompatible avec cette sentence passée en force de chose jugée peuvent être dénoncées par chacune des parties et par le Ministère public au magistrat du travail aux fins de révocation.

*Voie de recours.* — L'appel n'est pas admis contre les sentences de la magistrature du travail. Seul le pourvoi en cassation est admis dans le délai de

15 jours après la signification de la sentence. Lorsque la Cour de cassation donne une suite favorable au pourvoi, la magistrature à laquelle l'affaire est renvoyée doit en tout cas se conformer à la décision de la Cour sur le point de droit.

*Sanctions.* — Nous devons, pour en terminer avec cette section, dire un mot des sanctions établies par la loi du 3 avril 1926 pour refus de se conformer aux décisions de la juridiction du travail.

La peine prévue est l'emprisonnement d'un mois à un an et l'amende de 100 à 5.000 livres pour les employeurs ou salariés simples associés.

Les dirigeants d'association sont punis plus sévèrement (six mois à 2 ans de prison, amende 2.000 à 10.000 livres) et révoqués de leurs fonctions.

Enfin, la grève politique, c'est-à-dire celle qui est suscitée dans le but d'exercer une contrainte sur la volonté, ou d'influer sur la décision d'un corps ou collège de l'Etat, des provinces ou des communes, se voit réprimée sans ménagement : trois à sept ans de prison pour les chefs instigateurs ou organisateurs, en plus de l'interdiction perpétuelle de l'exercice des fonctions publiques.

Nous avons tenu à citer ces quelques exemples pour faire voir la rigueur des sanctions prévues, rigueur qui les rend à peu près inapplicables en fait. Sans doute, la terrible menace qui pèse sur la tête

des citoyens indisciplinés empêchera bien des conflits d'éclater. Mais la véritable paix sociale ne peut résulter que d'un assentiment général et spontané à la loi d'abord, aux décisions des tribunaux qui l'appliquent ensuite.

Il ne faut donc pas s'étonner si les pactes de travail et les sentences judiciaires ne sont pas rigoureusement observés. Les dirigeants fascistes espèrent cependant que l'esprit de la Charte qui proclame la solidarité et l'égalité juridique des différents facteurs de la production pénétrera petit à petit les masses prolétariennes et le patronat (1).

### SECTION III

#### **Quelques cas de jurisprudence du travail.**

La presse italienne a attaché une grande importance aux premières décisions de la magistrature du travail. On attendait avec une certaine anxiété le résultat d'une institution si importante et toute nouvelle. Les craintes des patrons et des ouvriers que nous avons signalées étaient-elles justifiées ?

Disons tout de suite que la presse fasciste fit un accueil bienveillant aux sentences prononcées, lesquelles furent plutôt favorables aux travailleurs.

Nous citerons quelques décisions, pour illustrer

(1) *Corriere della Sera*, 21 avril 1928 (*La Festa del Lavoro*).

notre exposé des divers aspects de la réforme syndicale : sur la fonction de représentation des syndicats, sur la stipulation de nouvelles conditions de travail, sur la grève et le lock-out.

*Fonction de représentation des syndicats.* — A la suite d'un accord avec les ouvriers employés aux batteuses, quelques propriétaires s'étaient contentés de les rétribuer à raison de 5 livres par quintal de blé battu, au lieu de payer 7 livres 25, conformément aux clauses d'un contrat collectif existant. Le juge de paix de Cesena, devant qui le bureau provincial de la Confédération des syndicats fascistes avait porté l'affaire, décida que ces ouvriers n'avaient pas le droit d'intenter l'action légale, mais seule l'association syndicale intéressée. De plus, faisant application en l'espèce de la responsabilité des employeurs ou des salariés qui n'observent pas les conventions collectives à l'égard de leurs associations respectives, le juge décide que la différence entre la somme stipulée et la somme payée devait être versée, non pas aux ouvriers, mais à la Confédération nationale des syndicats fascistes considérée comme civilement responsable (application de l'art. 10, loi du 3 avril 1926) (1).

*Stipulations de nouvelles conditions de travail.* — C'est en cette matière que la magistrature du tra-

(1) *Informations sociales*, 6 février 1928.

vail a été appelée à statuer pour la première fois, constituée par la section spéciale de la Cour d'appel de Rome. Il s'agissait ici de l'application de l'article 71 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1926 qui autorise l'action en vue de l'établissement de nouvelles stipulations de travail, lors même qu'un contrat est intervenu, lorsqu'un changement notable dans l'état de choses ayant existé au moment de la conclusion du contrat se vérifie. Le tribunal n'a fait qu'appliquer cet article du décret en accordant une légère réduction de salaire à la Fédération nationale des agriculteurs qui était demanderesse (1). Mais une affaire qui a passionné l'opinion italienne et qui revêtait d'ailleurs une importance particulière par suite de sa portée nationale a trouvé sa solution au début de cette année (28 janvier) devant la Cour de Rome. Nous voulons parler du *différend entre les armateurs et les gens de mer* (2).

« Aux termes d'un accord conclu le 23 juin 1927, la Fédération des armateurs et la Fédération des gens de mer devaient entamer des pourparlers à la fin de 1927 en vue d'un réajustement des salaires. Des divergences sérieuses entre les deux Fédérations se révélèrent dans plusieurs réunions tenues pendant l'automne.

Les armateurs exigeaient une réduction de 20 0/0 des salaires. Leurs recettes atteignant, disaient-ils, une baisse de 30 0/0. Les gens de mer estimaient qu'une réduction

(1) *Informations sociales*, 1<sup>er</sup> août 1927.

(2) *Informations sociales*, 6 février 1928.

des salaires n'était pas justifiée et que dans ce cas ils ne pourraient faire face au coût de la vie. Aucune possibilité d'accord ne s'étant révélée, les deux fédérations décidèrent de soumettre le conflit à la magistrature du travail. Le 23 décembre 1927 ils présentèrent un recours à la Section spéciale de la Cour d'appel de Rome fonctionnant comme juridiction du travail.

Après une enquête au cours de laquelle il s'informa notamment de la proportion représentée par les salaires dans les frais d'exploitation des armateurs, le tribunal entendit les conclusions du Ministère public. Celui-ci déclara que, sans être exceptionnellement florissante, la situation de l'industrie de l'armement ne lui paraissait pas justifier une mesure aussi radicale que l'abaissement du niveau de la vie des marins. Il exprima l'opinion qu'il était difficile de prévoir l'époque exacte à laquelle le coût de la vie serait exactement adapté à la revalorisation de la lire et que, par conséquent, il y avait lieu de surseoir à la réduction de salaires demandée par les armateurs.

Le tribunal a adopté dans l'ensemble le point de vue de la Fédération des gens de mer et ordonné que les taux des salaires en vigueur au 31 décembre 1927 soient maintenus jusqu'au 30 juin 1928, ces dispositions ne s'appliquant pas aux équipages des services maritimes subventionnés par l'Etat. »

Les journaux tirent argument de cette sentence pour prouver que le régime fasciste n'est pas inféodé aux intérêts capitalistes. Le *Corriere della Sera* du 29 janvier se félicite du bon fonctionnement de la magistrature du travail dans cette affaire et il déclare : « Si au lieu d'accueillir les demandes des équipages, la sentence avait donné raison aux armateurs, nous devrions prendre acte avec autant de satisfaction de

la sereine décision. Mais du point de vue politique, en tenant compte de l'effet que cette sentence produira sur les masses ouvrières, nous pouvons franchement reconnaître que la solution qui a prévalu est celle qui aura les résultats les plus féconds. »

*Grèves. — Lock-outs* (1). — Le tribunal de Montéléone a estimé qu'un lock-out prononcé par un seul employeur vis-à-vis d'un seul ouvrier est punissable, parce que « l'interruption du travail provoquée par un seul employeur compromet les intérêts de la nation, la nouvelle loi syndicale ayant envisagé la production comme une fonction d'ordre national ».

Au contraire, ajoute la sentence, l'abandon du travail par une seule personne ou plusieurs agissant isolément, chacune dans un but particulier, n'est pas punissable, car il serait inéquitable d'interdire à un ouvrier ou employé de s'abstenir de travailler s'il juge cette abstention opportune pour des raisons individuelles.

(1) *Lavoro d'Italia*, 12 juin 1927.

## CHAPITRE V

### LA CHAMBRE CORPORATIVE DES DÉPUTÉS.

« En 1928 la corporation détruira le dernier rempart du vieux régime : le Parlement » (1).

C'est chose faite. Le 15 mars 1928, la Chambre des députés a voté par 216 voix contre 15 le projet de loi électorale fasciste. Seul, M. Giolitti fit à la tribune une déclaration de principe pour signifier son opposition au nouveau mode de représentation nationale qui marque, a-t-il déclaré, « le détachement définitif du régime fasciste du régime constitutionnel ».

Après une analyse rapide de la nouvelle loi, nous exposerons les principes de la réforme et comment elle concourt à la transformation corporative de l'Etat fasciste.

#### I

Dans sa séance du 10 novembre 1927, le Grand Conseil fasciste, réuni à Rome, décida de modifier

(1) G. Bottai, *La Corporation et la nouvelle Représentation nationale*.

le système de représentation nationale de l'Italie. A l'ancien suffrage universel démocratique devrait être substitué le suffrage des personnes qui sont vraiment des éléments actifs de la vie nationale, c'est-à-dire les membres des grandes organisations économiques (1).

Le 20 février 1928, le Conseil des ministres approuvait le projet préparé par Mussolini, voté un mois plus tard à la Chambre sans modification importante.

En voici les grandes lignes :

Le nombre des députés est ramené de 560 à 400.

L'élection des députés résulte de trois opérations distinctes :

1° Proposition d'une liste de candidats par les institutions désignées ;

2° Désignation par le Grand Conseil fasciste des citoyens admis sur la liste définitive ;

3° Approbation par le corps électoral de cette liste définitive.

La faculté de proposer les candidats revient en premier lieu aux confédérations nationales de syndicats légalement reconnus. Ces confédérations désignent un nombre de candidats égal au double du nombre des députés à élire. Un tableau annexe fixe

(1) *Informations sociales*, 12 décembre 1927.

la répartition de ce chiffre entre les diverses confédérations.

|                                                                                                                                                                   |        |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|---------------|
| La Confédération nationale des agriculteurs et celle des employés et ouvriers de l'agriculture . . . .                                                            | 12 0/0 | chacune.      |
| La Confédération générale de l'industrie et celle des ouvriers de l'industrie. . . . .                                                                            | 10 0/0 | —             |
| La Confédération nationale du commerce et celle des employés de commerce. . . . .                                                                                 | 6 0/0  | —             |
| La Confédération nationale des entreprises de transports maritimes et aériens et celle des employés et ouvriers des mêmes groupements .                           | 5 0/0  | —             |
| La Confédération nationale des entreprises de transports terrestres et de navigation intérieure et celle des ouvriers et employés des mêmes groupements . . . . . | 4 0/0  | —             |
| La Confédération nationale des banques et celle des employés de banque . . . . .                                                                                  | 3 0/0  | —             |
| La Confédération nationale des artistes et des membres des professions intellectuelles. . . . .                                                                   | 20 0/0 | des candidats |

Les propositions sont faites au nom de chaque confédération par son conseil général ou national réuni à Rome. Les candidats proposés sont ceux qui ont obtenu le plus de voix.

Les institutions morales légalement reconnues et les associations même de fait ayant une importance

nationale et poursuivant les buts de culture, d'éducation et d'assistance peuvent également proposer des candidats en nombre équivalent au quart au maximum des députés à élire. La faculté de proposition des candidats est reconnue à ces associations par décret royal, rendu sur avis conforme d'une commission de cinq députés et de cinq sénateurs. Le décret établit le nombre de candidats à présenter.

Le Grand Conseil fasciste désigne d'après ces premières listes de propositions les députés qui lui semblent dignes de représenter la Nation. Le Conseil fasciste n'est pas tenu de prendre tous les candidats parmi ceux qui sont inscrits sur les listes soumises à son examen. Il choisit librement soit sur la liste des candidats, soit en dehors même de façon à faire place aux personnes éminentes dans les lettres, les sciences, les arts et la politique, qui pourraient avoir été laissées à l'écart.

Enfin, le corps électoral est appelé à se prononcer. La liste du Grand Conseil fasciste lui est soumise. Le vote a lieu au moyen de bulletins portant l'image du faisceau des licteurs et suivant la formule : « Approuvez-vous la liste des députés désignés par le Grand Conseil national du fascisme ? » Le vote s'exprime au bas de la formule par oui ou par non (art. 6 de la loi).

Si la moitié plus un des votes sont favorables à la

liste proposée, la Cour d'appel de Rome, procédant aux formalités du scrutin, déclare la liste approuvée, et proclame élus tous les candidats contenus dans cette liste.

Si la moitié plus un des votes sont contraires, la liste n'est pas approuvée (la parité des votes vaut l'approbation).

Si la liste est désapprouvée, on provoque une nouvelle élection à laquelle peuvent se présenter les listes de candidats de toutes les associations ou organisations qui comptent cinq mille adhérents, à condition cependant que ces derniers soient électeurs et régulièrement inscrits.

Le *droit de vote* est accordé à tous les citoyens de plus de 21 ans, ainsi qu'à ceux de 18 ans, mariés et pères de famille, à l'une des conditions suivantes : 1° Payer une contribution syndicale ou être administrateur ou associé d'une société ou institution qui paie des contributions syndicales ; 2° Payer au moins 100 livres d'impôt direct annuel ou être depuis un an propriétaire ou usufruitier pour une rente de 500 livres de titres nominatifs de la dette publique ou d'emprunts provinciaux ou communaux ; 3° Recevoir des appointements, un salaire, une pension ou un autre traitement de caractère continu inscrit au budget de l'Etat, des provinces ou des communes, ou des autres institutions soumises par la loi à la tutelle de l'Etat,

des provinces ou des communes ; 4° Etre membre du clergé ou ministre d'un culte reconnu par l'Etat.

## II

Telles sont les principales dispositions de la loi électorale. Elles bouleversent totalement le mode de représentation. Le droit de suffrage qui est accordé ici aux citoyens remplissant les conditions que nous avons énumérées est en réalité singulièrement restreint, puisqu'il leur donne le droit seulement de manifester leur approbation ou leur désapprobation au sujet des candidats présentés. Mais ils n'ont pas le droit de choisir leurs candidats, et la Chambre ne saurait avoir la prétention de représenter l'ensemble du pays.

D'ailleurs, le Grand Conseil fasciste et Mussolini lui-même n'ont jamais prétendu établir une Chambre représentative de la Nation tout entière. Leur volonté était de confier aux citoyens le droit de vote, non pas comme électeurs, mais en tant que producteurs et travailleurs. Tandis que dans le régime démocratique, tout individu peut voter pour un candidat de son choix, dans le régime corporatif italien le citoyen qui ne travaille pas ne peut exercer le droit de vote (1).

(1) *Lavoro d'Italia* du 15 janvier 1927 : Déclarations de Mussolini au *Chicago-Tribune*.

Cette loi constitue donc une étape décisive vers la réalisation de l'Etat corporatif. Les associations syndicales légalement reconnues se voient conférer un privilège très important de plus. Ainsi se révèle de plus en plus l'obligation de fait qui s'impose à tout Italien désireux de jouer un rôle quelconque dans la vie économique et politique du pays, de s'inscrire dans une association autorisée.

Suivant quels principes fonctionnera cette nouvelle Chambre des députés ? Il serait puéril de penser que les règles du régime parlementaire continueront à s'appliquer et particulièrement la responsabilité collective du Cabinet ministériel devant le Parlement. M. Bottai, dans son article précité, en informe d'ailleurs très nettement l'opinion : « au système parlementaire du contrôle sera substitué celui de la collaboration ». D'ailleurs, le Gouvernement, qui possède déjà un pouvoir de tutelle et de surveillance très étendu sur les organisations professionnelles, ne se départira pas de ses prérogatives au bénéfice des députés qui ne sont que l'émanation de ces groupements autorisés ou du Grand Conseil fasciste lui-même.

La fonction de la nouvelle Chambre sera d'ordre purement technique : dans cet esprit elle collaborera avec le gouvernement sans le contrôler, pour l'accomplissement du travail législatif. D'après M. Bot-

taï, la Chambre aura des attributions spéciales en matière de rapports du travail, de rapports économiques, d'instruction, d'assistance, d'éducation sociale, de droit corporatif en un mot. « La fonction régulatrice du droit du travail et du droit économique constitue la compétence naturelle d'une Chambre qui puise sa raison d'être, non dans l'individu, mais dans la profession : par là même cette fonction met en lumière l'essence corporative de la nouvelle assemblée. »

Tout en appréciant objectivement les qualités de la nouvelle loi électorale, on peut, semble-t-il, lui reconnaître avec M. Forges Davanzati (*Tribuna* du 22 février 1928) les trois avantages suivants :

1° Elle réduit le nombre des députés : mesure très heureuse puisque l'on s'accorde à reconnaître que les assemblées très nombreuses ne font pas de travail sérieux et se bornent à des discussions stériles ;

2° Elle institue un Collège national unique qui exclut le « campanilisme », la politique de clocher, au profit de l'intérêt général. Le député n'est plus désigné d'après ses opinions politiques par un comité électoral de trois ou quatre cents électeurs, mais par les grandes confédérations nationales, qui sont naturellement portées à envisager les choses sous un angle moins étroit ;

3° Enfin, la loi supprime les compétitions électo-

rales individuelles et le « carriérisme politique ». Les nouveaux désœuvrés ne resteront pas sans situation s'ils le désirent. Ils sont invités à quitter le domaine malsain de la politique pour se consacrer sur le terrain syndical aux tâches nouvelles qui les sollicitent. Les fonctions de secrétaire et de président de syndicats, qui réclament en raison de leur importance des titulaires expérimentés, leur sont ouvertes. M. Rossoni, président de la Confédération des syndicats fascistes, déclarait aux journalistes de Bologne : « Nous cherchons l'aristocratie du fascisme dans le plan des intellectuels. » Et il encourageait les jeunes gens à briguer les charges syndicales, postes d'activité et de responsabilité des plus importants.

### III

Les associations professionnelles légalement reconnues ne participent pas seulement à l'activité de l'Etat. Elles ont leur rôle aussi dans l'administration des communes : nouvelle application du principe de l'Etat corporatif.

Le décret-loi du 3 septembre 1926, en étendant l'institution des podestats à toutes les communes du royaume, avait indiqué les limites entre lesquelles peut varier le nombre des conseillers consultatifs,

(1) *Le Temps*, février 1928, et *Informations sociales*, 19 septembre 1927.

selon la population des communes. Dans ces limites, en vertu du même décret, le ministre de l'Intérieur pour les communes de plus de 100.000 habitants, et le Préfet pour les autres communes fixent le nombre des conseillers et procèdent à leur désignation sur une liste établie par les associations syndicales légalement reconnues, et comportant trois noms pour chaque siège à pourvoir.

Aux termes d'un nouveau décret du 27 octobre 1927, chaque branche de la production doit avoir une représentation en rapport avec son importance dans la commune. Les employeurs et les travailleurs (intellectuels et manuels) doivent être représentés par un nombre égal de conseillers. Normalement les trois quarts des sièges attribués aux représentants des employeurs seront occupés par des représentants de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie, du commerce et (dans les communes où il joue un rôle considérable) du transport maritime. Du côté des travailleurs, un tiers au moins des sièges sera réservé aux représentants des travailleurs intellectuels (1).

(1) *La Tribuna*, 20 octobre 1927.

## CHAPITRE VI

### LA CHARTE ET L'OPINION.

Nous n'avons pas eu la prétention de faire dans ce chapitre un exposé, même succinct, de toutes les opinions qui ont été émises sur la Charte du Travail en Italie ou à l'étranger, tâche immense à laquelle il aurait fallu consacrer plusieurs volumes.

Nous avons voulu seulement grouper dans les pages qui suivent quelques-unes des critiques et quelques-uns des éloges que le document fasciste a suscités de divers côtés.

Il nous a semblé intéressant par exemple de noter l'attitude du Bureau international du Travail et celle des socialistes italiens, membres de l'ancienne Confédération générale du Travail.

*L'opinion italienne.* — L'opinion des habitants de la péninsule, nous la connaissons fort mal. Elle n'a aucun moyen de se révéler à nous, puisque la liberté de la presse n'existe plus. Une loi du 31 décembre 1926 ne permet l'exercice de la profession de journaliste qu'aux personnes inscrites au tableau des journalistes, et l'inscription à ce tableau n'est ac-

cordée que sous certaines conditions dont celle-ci : « le requérant doit produire un certificat de bonne conduite morale et politique ». Autrement dit, il n'y a que des journalistes fascistes.

L'Etat les protège, soutient leurs institutions de prévoyance, mais il asservit leur plume (1). Aujourd'hui « la fascistisation » des journaux (2) est un fait accompli. Mais au moment de la publication de la loi syndicale, quelques organes de presse conservaient encore une parcelle de liberté. *Il Mondo*, par exemple, se permit une critique modérée de la nouvelle législation. Il estimait que les citoyens enfermés dans leurs intérêts professionnels perdraient la vision idéale de la patrie. Les journaux fascistes, au contraire, affirmaient qu'un Etat nouveau venait de naître (3). Dans toutes les circonstances, à tout propos, ils entonnent les louanges du « Duce » et de son gouvernement. On ne peut donc considérer comme l'expression d'une pensée libre les appréciations portées sur la Charte du Travail par une presse « plus royaliste que le roi ».

Retenons cependant que ce qu'elle approuve le plus volontiers dans la Charte du Travail, c'est l'esprit

(1) *Informations quotidiennes*, 10 mars 1928.

(2) Consulter à ce sujet les *Bulletins périodiques de la presse italienne*.

(3) *Bulletin de la Société d'études économiques*, 21 mai 1926.

de collaboration qu'elle établit entre les divers facteurs de la production et la « paix féconde d'œuvres » qu'elle substitue aux éternelles contestations des ouvriers et des patrons pour s'arracher réciproquement la richesse, fruit de l'œuvre commune.

Qu'en pensent les patrons et les ouvriers, « l'Italien moyen » ? Nous savons, au moins, que les industriels n'ont pas accepté sans résistance l'arbitrage obligatoire, une des principales innovations de la loi de 1926, confirmée par la Charte (voir chap. IV). En étudiant les pactes du travail, nous avons vu aussi que nombre d'employeurs ne respectaient pas les contrats. M. Rossoni, secrétaire de la Confédération des syndicats fascistes, le déclarait encore ces jours-ci à Milan, à l'occasion de la fête du travail (1), et dans son journal *Il Lavoro d'Italia*, il écrivait : « Il y a des milliers de transgresseurs des pactes agricoles. » (2) Enfin l'émigration clandestine qui se produit depuis quelques mois semble indiquer que tous les Italiens ne se trouvent pas à l'aise dans l'état syndical (3).

Il ne faut pas exagérer ces symptômes, ni surtout les interpréter comme une désaffection des Italiens

(1) *Corriere della Sera*, 23 avril 1928.

(2) *Operaio Italiano*, 21 janvier 1928.

(3) *Bulletin de la Société d'études économiques*, 17 avril 1928.

à l'égard du régime fasciste. Ils s'expliquent très bien si l'on songe au bouleversement total des vieilles institutions réalisées par le fascisme. On ne peut accepter de cœur et d'âme ce nouvel « ordre moral » et toutes les réformes qu'il implique sans une période d'adaptation plus ou moins longue. C'est cette période que traverse maintenant le peuple italien.

*Le Bureau international du Travail.* — Au lendemain de la publication de la Charte, le directeur du B. I. T. fut interviewé par le *Giornale d'Italia* au sujet du nouveau document fasciste. M. A. Thomas s'intéresse surtout au fait même de la publication de la Charte. Il considère ce fait comme un « appel à l'opinion publique », en tant qu'il consacre d'une façon solennelle au nom d'un parti et d'un gouvernement un certain nombre de principes de droit ouvrier et de justice sociale. Comment d'ailleurs le directeur du B. I. T. pourrait-il ignorer la Charte italienne ? Elle n'est sur bien des points que la réalisation du programme tracé par le traité de Versailles à l'activité du Bureau de Genève. Elle devance même les vœux du traité de paix et l'œuvre postérieure de la Conférence internationale du Travail en accordant aux ouvriers des vacances payées, des indemnités en cas de renvoi, de vieillesse ou de mort.

M. A. Thomas s'en félicite sans réticences. Il constate ensuite qu'il y a dans la « Charte » des détails

purement italiens : le caractère syndical de l'Etat et les devoirs sociaux des patrons et des travailleurs. Sans critiquer cette conception originale de l'Etat syndical, M. A. Thomas estime qu'elle ne pourrait s'appliquer à d'autres pays.

L'opinion du directeur du B. I. T., en définitive favorable à la politique sociale du fascisme, ne semble pas, à la presse italienne, refléter la pensée intime de l'institution de Genève elle-même. Chaque année, aux conférences internationales, des critiques s'élèvent contre le fascisme qui ne sont plus tolérables (1). En effet, la désignation de M. Rossoni, secrétaire des syndicats fascistes, comme délégué ouvrier à Genève, a été vivement attaquée par tous les délégués ouvriers des autres Etats représentés. M. Rossoni, disent-ils, ne représente pas le prolétariat italien, puisque seuls les syndicats fascistes sont légalement reconnus. Or, le traité de paix veut que les délégués ouvriers soient désignés par les gouvernements d'accord avec les organisations professionnelles. M. Rossoni fut validé cependant chaque année sous le prétexte qu'il n'était pas permis de mettre en doute la parole d'un gouvernement.

Une invalidation aurait abouti, n'en doutons pas, au retrait de toute la délégation patronale, ouvrière

(1) *Bulletin de la Société d'études économiques*, 11 février 1927.

et gouvernementale italienne. L'Italie n'acceptera jamais dans l'état actuel de sa législation de consulter de simples associations de fait sur l'opportunité de déléguer tel ou tel représentant ouvrier à Genève. Ce serait aller contre le principe de toute la réforme syndicale.

Ayant échoué sur ce point, les délégués ouvriers ont exigé que le B. I. T. ouvrît une enquête sur l'application du principe de la liberté syndicale. La publication de cette enquête ne semble pas avoir beaucoup discrédité le système italien comme l'espéraient M. Jouhaux et ses amis.

Quittons l'« aréopage » de Genève pour venir à Paris où les chefs socialistes de l'ex C. G. T. italienne se sont réfugiés.

*Les socialistes* dirigeaient en effet la Confédération italienne du travail à laquelle la loi syndicale de 1926 avait rendu la vie impossible. Le 4 janvier 1927 le Conseil directeur, constatant que l'expérience d'une organisation syndicale de fait autorisée par la loi avait échoué, prononça la dissolution de la Confédération. La situation était devenue intenable. Aucun journal ne voulait publier un communiqué de la C. G. T. et la feuille syndicale *Battaglie Sindacali* avait été suspendue.

Il nous faut donc interroger les socialistes émigrés pour connaître leur sentiment et celui de l'école

socialiste en général sur la Charte du Travail (1). Loin d'élever la condition morale et matérielle des ouvriers, la Charte sanctionnerait au contraire pour eux un rétablissement de l'esclavage. C'est un retour de plus d'un siècle en arrière, à l'époque où le législateur n'intervenait en matière de travail que dans un sens répressif vis-à-vis des salariés.

L'organisation syndicale fasciste est une organisation de contrainte au point de vue des principes et au point de vue de son fonctionnement pratique.

L'association reconnue peut imposer des cotisations même à ceux qui ne sont pas inscrits, établir des règles relatives aux conditions de travail obligatoires également pour tous ; la grève, « seule garantie réelle du droit inaliénable pour tout travailleur de vendre seulement aux conditions acceptées par lui sa force de travail », est interdite et sévèrement punie. La tutelle de l'Etat s'exerce sur tous les actes du syndicat : il ne peut élire un secrétaire ou un directeur de son choix si le décret royal ou ministériel ne vient approuver cette nomination.

Sans doute, mais cette législation ne s'impose-t-elle pas aussi aux employeurs ? D'après les socialistes, le patronat italien (industriels et agrariens) aurait partie liée avec le fascisme. Si en apparence les sévé-

(1) V. divers articles déjà cités dans la *Nouvelle revue socialiste* de 1926 et 1927.

rités de la loi l'atteignent au même titre que le salariat, on se gardera bien en pratique de les mettre en action contre lui. Les prétendus intérêts nationaux auxquels tout est subordonné ne sont précisément que ceux d'une « oligarchie toujours plus restreinte ».

Malheureusement, ce ne sont là qu'affirmations gratuites et d'autre part les socialistes évitent de parler des conditions de travail nettement favorables aux ouvriers instituées par la Charte dans son chapitre II. Lorsqu'ils qualifient le fascisme de « fils de ruraux » ils ne se trompent pas, c'est certain. Mussolini lui-même a déclaré que le prolétariat industriel n'avait pas encore adhéré pleinement au nouveau régime. Les socialistes pensent que la tyrannie fasciste n'obtiendra jamais des ouvriers qu'une adhésion de fait, non de cœur, aux syndicats, ou plutôt aux bureaux nommés par en haut et qui ne représentent nullement leurs associés forcés.

Les communistes, dans l'*Internationale syndicale rouge*, ne publient pas une autre opinion. La classe ouvrière italienne se trouve placée dans l'alternative suivante : accepter son esclavage politique et social, ou engager une lutte impitoyable contre le fascisme et la bourgeoisie. Mais pour le parti communiste la C. G. T. italienne faillit à son devoir en capitulant devant le fascisme. Dans un article de la revue précitée (décembre 1927), M. Slobodsky prétend qu'un

vaste mouvement des masses ouvrières se manifeste depuis 1926. Il signale une longue série de grèves dans diverses régions de l'Italie : aux usines F. I. A. T. à Turin, aux fabriques de locomotives Breda, à Milan, grève qui fit grand bruit et groupa 10.000 ouvriers, aux usines de textiles du Haut Milanais (15.000 participants), etc... (1). Pour soutenir ce mouvement, M. Slobodsky assure que les éléments avancés du prolétariat italien ont réussi à reconstituer de véritables syndicats de classes et à ressusciter la C. G. T., sous une forme clandestine évidemment. Le 20 février, elle aurait tenu une conférence à Milan et depuis son action s'est exercée par la création de sections syndicales d'usine et la publication de la *Bataglie Sindacali* qui tire à 30.000 exemplaires au bas mot. On reste sceptique cependant sur les résultats éventuels de cette lutte clandestine, et les réformistes affiliés à la II<sup>e</sup> Internationale d'Amsterdam ont refusé de reconnaître l'action des nouveaux cégétistes.

Que pense enfin de la Charte italienne l'école libérale ? Nous ne saurions mieux faire que de nous reporter à l'opinion du *Journal des Economistes* (2). Ce

(1) Voir aussi l'*Humanité*, 18 mars 1928 : *Grève héroïque des ouvriers de Pordenone* et l'*Internationale syndicale rouge* de mai et d'octobre 1927.

(2) *Journal des Economistes*, 15 février 1927 ; N. Mondet, *La Carta del Lavoro*,

que critique surtout la revue libérale dans la Charte italienne, c'est le principe de la responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de l'Etat. « Dans un pays de liberté économique, il est responsable à l'égard de ceux qui lui ont confié des capitaux, à l'égard de ses acheteurs. » S'il fait de mauvaises affaires, si son entreprise périclité, il se ruinera peut-être, mais il ne devra aucun compte à l'Etat de la gestion de son entreprise, dans la mesure où il aura désintéressé ses créanciers et rempli ses obligations envers eux. En Italie, au contraire, « toute entreprise est à la discrétion des fonctionnaires de l'Etat » qui, sous prétexte de sauvegarder l'intérêt supérieur de la production, peuvent en modifier radicalement l'économie.

Par le fait même, la réforme fasciste est fortement marquée d'étatisme. L'Etat tend à absorber toutes les activités libres : il permet bien aux facteurs de la production de se grouper en syndicats, mais il leur manque l'autonomie et ils ne sont que les « délégués du pouvoir central à l'administration de la vie économique » (1).

(1) Jean Lerolle, *Politique* du 15 août 1927 : *La Charte du Travail en Italie*.



## CONCLUSION

---

Que peut-on conclure du rapprochement de ces opinions souvent contradictoires ? Elles se justifient, peut-on dire, par le caractère contradictoire de la politique sociale du fascisme elle-même, du moins vis-à-vis des deux grandes doctrines économiques existantes, puisqu'elle repousse à la fois l'idéologie ruineuse du socialisme et la tranquille indifférence de l'Etat libéral, faible et impuissant. Son but est « la transformation de l'ordre social moderne (fondé sur la lutte économique et politique entre la bourgeoisie et le prolétariat), duquel sortira, puissamment constituée, une unique classe nationale. Le fascisme représente déjà cette nouvelle classe » (1).

S'il atteint ce but, le fascisme aura certainement bien mérité non seulement de l'Italie, mais de l'humanité tout entière, en assurant la paix sociale, si ardemment désirée.

Il paraît impossible de porter un jugement définitif sur cette nouvelle conception des rapports du travail. Sans doute dès à présent, en se plaçant au point

(1) Curzio Malaparte, *op. cit.*, p. 46.

de vue purement théorique, on peut formuler certaines réserves ou approuver totalement sinon le système tout entier, plusieurs des innovations qu'il comporte. En fait, la critique portera bien plus sur la méthode du fascisme que sur l'esprit de la Charte.

Mais on juge un arbre à ses fruits et ce n'est pas après un an d'application de la Charte qu'il convient de se prononcer. Les organismes qu'elle prévoit n'ont pas encore été tous constitués, particulièrement les corporations, pour ne citer que les plus importants. On peut donc estimer que le système qui, dans l'esprit de ses protagonistes, forme un tout indivisible, ne fonctionne pas encore normalement. Il traverse maintenant une période d'adaptation assez difficile qui explique les tâtonnements et les hésitations souvent relevés. On pourrait dire de la Charte du Travail, comme de la Société des Nations, qu'elle est une « création continue ».

Il n'empêche que le fait seul de la publication de la Charte est d'une importance considérable, comme le faisait remarquer M. A. Thomas. Aucune législation, à l'heure actuelle, ne s'est attaquée avec la même hardiesse à la solution de la question sociale. Aussi, l'expérience italienne, lorsqu'elle aura porté ses fruits, indiquera la voie aux législateurs de demain. Déjà l'Espagne s'est inspirée dans le décret

du 26 novembre 1926 concernant « l'organisation nationale corporative » de la réforme syndicale fasciste (1). Evidemment, c'est là un exemple isolé et qui s'explique surtout peut-être par l'analogie qui existe entre les formes de gouvernement des deux péninsules méditerranéennes.

L'avenir seul dira si les espérances fascistes deviendront des réalités et si la collaboration entre les classes sociales a vraiment marqué le début d'une ère nouvelle pour le monde des travailleurs en Italie.

(1) *Revue internationale du travail*, juin 1927, p. 882.

Vu :

Le Président de la thèse,  
WILLIAM OUALID

Vu :

Le Doyen,  
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,  
S. CHARLÉTY

---



|                                                                           |       |
|---------------------------------------------------------------------------|-------|
|                                                                           | Pages |
| BIBLIOGRAPHIE. . . . .                                                    | VII   |
| INTRODUCTION. . . . .                                                     | 1     |
| CHAPITRE PREMIER. — <b>Les idées directrices de la Charte</b> . . . . .   | 5     |
| <i>Section I.</i> — La conception fasciste de l'Etat corporatif . . . . . | 7     |
| <i>Section II.</i> — La politique sociale du fascisme .                   | 15    |
| CHAPITRE II. — <b>Les associations professionnelles</b> .                 | 19    |
| <i>Section I.</i> — Les associations du 1 <sup>er</sup> degré . .         | 19    |
| <i>Section II.</i> — Les associations de degré supérieur . . . . .        | 35    |
| <i>Section III.</i> — L'application de la loi depuis 1926 . . . . .       | 43    |
| CHAPITRE III. — <b>Les contrats collectifs du travail</b> .               | 54    |
| <i>Section I.</i> — Réglementation de la convention collective. . . . .   | 58    |
| <i>Section II.</i> — Les garanties du travail . . .                       | 62    |
| <i>Section III.</i> — Les pactes de travail depuis 1926.                  | 71    |
| CHAPITRE IV. — <b>La magistrature du travail</b> . . .                    | 79    |
| <i>Section I.</i> — Les principes . . . . .                               | 80    |
| <i>Section II.</i> — La réglementation du tribunal du travail. . . . .    | 90    |

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section III. — Quelques cas de jurisprudence du</i>     |     |
| <i>travail. . . . .</i>                                    | 99  |
| <br><b>CHAPITRE V. — La Chambre corporative des</b>        |     |
| <b>députés. . . . .</b>                                    | 104 |
| I. — La nouvelle loi électorale . . . . .                  | 104 |
| II. — Qualités de la nouvelle loi . . . . .                | 109 |
| III. — Les syndicats et l'administration des com-          |     |
| munes . . . . .                                            | 112 |
| <br><b>CHAPITRE VI. — La Charte et l'opinion . . . . .</b> | 114 |
| L'opinion italienne . . . . .                              | 114 |
| Le B. I. T. . . . .                                        | 117 |
| Les communistes, les socialistes et l'an-                  |     |
| cienne C. G. T. . . . .                                    | 119 |
| Les libéraux . . . . .                                     | 122 |
| <br><b>CONCLUSION. . . . .</b>                             | 125 |







